

Archives du Cercle d'Histoire et de Généalogie de Rebecq

Divers documents relatifs aux relations de l'hospice avec l'administration française

(135 documents)

Ministre de l'interieur

Extrait des Registres des Deliberations du
Directoire executif

Du 30 ventose, l'an 3 de La Republique
Francoise une et indivisible

Le Directoire executif, Considerant que par La loi
du 27 frimaire dernier, il est charge de Determiner, par
un reglement, La maniere dont seront Recus et instruits
Les Enfants abandonnés; Considerant Egalement combien
il importe de fixer promptement La marche des
autorités constituées par cette partie de L'administration
générale de L'Etat, arrête ce qui suit:

Article Premier

Les Enfants abandonnés, et Désignés par La loi du 27
frimaire, an 3, ne seront point Conservés dans Les
hospices où ils auront été Dépoués, Excepté Le Cas
de maladie ou accident Graves qui en empêchent Le
transport; ce Premier article ne Devant être Consideré
que comme un Depot, en attendant que Les Enfants puissent
être Placés, Suivant Leur âge, Chez des Nourrices ou
mis en Pension Chez des Particuliers

II.

Les Commisaires administratifs des hospices Placés dans
Les quels seront Conduits des Enfants abandonnés, Sont
Specially Placés Chargés de Les Placer Chez des
Nourrices ou autres habitants des Campagnes et de
Roulers

Leurvoir, en attendant, à tout leurs besoins, sous la
surveillance des autorités tout elles dépendent.

III.

Les Enfants Placés dans les campagnes ne Pourront
jamais être ramené dans les hospices civils, à moins qu'ils
ne soient estropiés ou atteints de maladies Particulières
qui Les excluent de la Société ou Les rendent inhabiles
à se livrer à des travaux qui exigent de la force
et de l'adresse

IV.

Les Nourrices et autres habitants des communes pourront
conservir jus qu'à l'âge de Douze ans Les Enfants qui
leur auront été confiés, à la charge par eux des Les
Nourrir et entretenir convenablement, aux prix et
conditions qui seront destinés d'après Les Dispositions
de l'Art. 18. ci après, et de Les Envoyer aux Ecoles
Primaires pour y participer aux instructions données
aux autres Enfants de La commune ou du Canton

V.

Si Les Nourrices ou autres Personnes chargées
d'Enfants abandonnés, refusent de continuer à Les
Élever jus qu'à l'âge de Douze ans, Les Commissions
des hospices civils qui Leur ont confié Les Enfants,
seront tenues de Les placer ailleurs, conformément
aux Dispositions précédentes.

VI.

Le Commissaire du Directoire exécutif près L'Admini-
-stration Municipale du Canton, dans l'arrondissement
Duquel résideront des Nourrices ou autres habitants
chargés d'Enfants abandonnés, surveillera L'exécution

Fait

Des Dispositions Portées en l'Art. IV, à l'effet de
quoi, les Commissions administratives des hospices
civils lui remettront une liste des Enfants, où seront
inscrits leurs Noms & prénoms, celui des Nourrices
et autres habitants, et le lieu de leur Domicile

VII.

Les Nourrices et autres habitants chargés d'Enfants
abandonnés, seront tenus d'apporter, tous les trois
mois, les Enfants qui leur auront été confiés, à l'Agent
de leur Commune, qui certifiera que ces Enfants ont
été traités avec humanité, et qu'ils sont instruits et
élevés conformément aux Dispositions du présent règle-
ment, ils seront, en outre, tenus de les représenter à la
Première réquisition du Commissaire du Directoire exécutif
près l'Administration Municipale du Canton, ou de
l'autorité à laquelle leur tutelle est déléguée par la
Loi, ou la fin de la Commission des hospices civils qui
les aura inspectés.

VIII.

Les Nourrices et autres personnes qui représenteront le
Certificat mentionné dans l'article précédent, recevront
entre la prise des mois de Nourrice, et suivant l'usage
pendant les Neuf Premiers mois de la vie des Enfants, une
indemnité de 15 francs, payable par tiers, de trois mois
en trois mois

Ceux qui auront élevé des Enfants jus qu'à l'âge
de Douze ans, et qui les auront élevés jus qu'à
cet âge d'accidens provenant de Defaut de Soins,
recevront, à cette époque, une autre indemnité de 50 francs

aba

Engagemens ou traités avec Les Capitaines de Navires
dans Les ports de mer de La République, Lorsque Les
Enfans manifesteront Le Desir de S'attacher au
Service maritime.

XIV.

Les Nourris et autres habitans, qui auront été élevés
jusqu'à Douze ans, Les Enfans qui leur auront été confiés,
Pourront Les conserver. Préférentiellement à tous autres, en
Se chargeant Néanmoins de Leur faire apprendre un
métier ou de Les appliquer aux travaux de L'agriculture
en Se conformant aux Dispositions des articles VI, VII et VIII
du Présent Règlement.

XV

Les Cultivateurs ou Manufacturiers Chez Les quels Seront
Placés Des Enfans aiant atteint L'âge de Douze
ans, ou ceux qui Les aiant élevés jus qu'à cet âge
Les conserveront aux conditions portées en L'article
Précédent, Recevront une Somme de 50 francs pour
être employés à procurer à Ces Enfans Les vêtements
qui Leur Seront nécessaires.

XVI.

Les Dépenses Résultans des Dispositions des articles
XIII XIV et XV, Seront acquittées suivant et conformément
aux Dispositions Déterminées par Les articles X et XI du
Présent Règlement.

XVII.

Les Enfans qui par Leur inconduite ou La Manifestation
de quelques inclinations vicieuses, Seroient conduits dans
Les hospices, ne pourront être confondus avec ceux qui
y auroient été Dépoués comme orphelins appartenant
à des familles indolentes; ils Seront au contraire placés
séparés.

• Seuls dans un local Particulier, et les Commissions des hospices prendront les mesures convenables pour les ramener à leur Degré, en attendant qu'elles puissent les rendre à leurs Maîtres ou les placer ailleurs.

XVIII.

Les Commissions des hospices Civiles qui auront l'Honneur des Enfants abandonnés Deposés dans les Etablissements confiés à leur administration, en Surveilleront l'éducation morale, conjointement avec les membres de l'Administration Municipale du Canton où sont situés les Etablissements, et auxquels est confiée la tutelle de ces Enfants, par la Loi du 27 Frimaire

XIX.

Le Présent Règlement Sera imprimé et inséré aux Administrateurs du Département qui veilleront à son exécution et en Rendront compte au Ministre de l'Intérieur.

Pour l'expédition conforme: Le Président du
Directoire Exécutif, Signé Reubell; par le
Directoire Exécutif, Le Secrétaire Général,
Signé La gards.

Pour Copie conforme
Le Ministre de l'Intérieur
Signé Benzeval

Bruxelles 23 mai 1792

Très chère Dame prieure

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 144.

Cite votre lettre. Rien j'ai pu s'en dire sur volée
pour lui remettre votre lettre en main propre
il me paroît mécontent de votre peu de confiance
et que vous écoutez tout les mauvais rapport que bon
vous faisoit il me chagrin de vous dire de vous
tranquilliser et que si les affaires changeant de face
je l'en ferois plutôt informé que toute autre
il vous représente sous compliment de même que celui
qui se honneur de ce dire très parfaitement

Macherauni

votre très humble et très obéissant
Jean G. M. Huet

23 avril 1797

J'écris à ma chère amie l'occasion d'un ami
qui passe en la genette pour vous faire tenir cette
lettre. Si je ne vous ai pas fait les souhaits de Pâques
faites de paques je ne vous ai pas oublié dans mes
prieres pendant ce temps et j'espère que Dieu
nous exaucera, m. v. m. m. remis la copie de votre
pétition faite le 8 mars dernier que j'ai trouvée en
bonne forme, il me mande qu'il attend les
nouveaux administrateurs qui sont en fonction
dès le 16 de ce mois, desquels nous avons lieu de
tout espérer, la lettre du 18 de ce mois me dit qu'il
attend encore quelques jours pour renouveler votre
affaire qu'il en espère très bien et moi de même
Sur tout d'après la confirmation du directoire du
canton de tubize et la déclaration du médecin
et chirurgien, prenez donc courage chère amie
ne vous laissez pas aller à l'abattement tout n'a
qu'un temps, tout excite toutes mes chères prières
à l'armes de patience j'espère que vos maux
et les miens vont bientôt finir car il faut une
fin à tout, tâché de ne pas altérer vos santes
c'est ce qui nous restera de plus chers dans des moments

1997
Afflictions et des calamités, j'espère que vous aurez
trouvés l'avocat, meil froid comme moi, honnet
et intelligent, j'ai mandé à m^r. Polèse que s'il
croit avoir besoin de moi, il n'a qu'à parler
que je suis à vos ordres vous connoître mon
attachement et mon dévouement, parle et votre
serviteur étoite rien ne peut vous être plus
agréable que de vous être utile surtout en
pareille flagrant, comment se portent le cher
pere, et toutes mes sœurs, j'espère tous biens
pour moi madame et Jean Henri nous nous
portons à ravir, j'ai essuyé un calaire, qui m'a
redonné cinq de maichs dans ma chambre, mais
tout affairé finit, comme je me flate que tout
finira bien, auréte nous devrions nous résigner
aussi longtemps que nous resterons soumis à nos
ennemis qui semblent vouloir que le boudverse-
ment s'ensuive, pour faire perdre patience et
enrager de bon coeur, voilà votre neveu
veillé présenter madame et m^r. Jean Henri vous
présentent et vous assure de leur plus tendre amitié
veillé en assure toutes les chères sœurs et le cher pere
courage, je vous prie de faire agréer mes hommages
vous priant de me croire pour l'écire votre tout
dévoué ami E. J. Desbrière, donne moi signe

de vie en votre loisir, adieu

Le Cardinal de portebien m'a chargé
de vous faire exprès des complimens
de sa part et de recommander dans
vos prières

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 143.

Accord avec G.^r.f. Duquesne
et m^{re} Champagne,
le 25 avril 1797.

Copie,



Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 5146

Les Brieure et Religieuses de l'hôpital Dieu à Rebecq,
sur la représentation leur faite par le Citoyen
Ghislain François Duquesne Censier audit Rebecq,
qu'il s'étoit présenté à paier en assignats ches elles
le Canon de certaine Rente de deux cens soixante
deux florins, due sous, échû le 7. janvier 1795.
dont le Citoyen hugues joseph Champagne des'enu
propriétaire de ladite rente demande actuellement
le paiement, et aiant trouvé convenir d'accorder
la moderation susdite, elles l'ont faites comme
s'ensuit. S'avoir,

que si leur maison n'est pas supprimée par la
Republique françoise, elles Compteront audit Citoyen
Champagne, une somme de cent florins qu'il recorra
en decharge dudit Duquesne à Compte du Canon
de ladite Rente échû comme dit est l'an 1795.
qu'au cas contraire, si elles sont supprimées
lesdites Religieuses, en' egard à l'état dans lequel
elles se trouveront réduites d'un plus grand besoin,
ne Compteront point ladite somme,

que dans le premier cas le Citoyen Duquesne
ne comptera qu'une somme de cent soixante deux
Florins, dix sous, et dans le second cas il paiera
en entier ledit Canon de l'an 1795, dans l'un
comme dans l'autre cas il paiera ce Canon
ainsi que ceux suivans au Citoyen Champagne
Conformement tant au Contrat de son Acquisition
du 29 xbre 1724, qu'à la Constitution de ladite
en date du 7 janvier 1790 deux.

Tout quoi a été ainsi accepté tant par lesdites
Religieuses et Duquesne que par ledit Champagne
qui patientera pour Recevoir ledit Cent florins
jusqu'au tems qu'il sera disposé à l'égard de
Suppression desdites Religieuses,

ainsi fait et convenu de part et d'autre à Rebecq
ce six Floreal an 5 Rep: Correspondant au 25 avril
et signé S^r m: Joseph Faignart Prieur 1790/épt,

S^r m: Catherine Demarbaix,

S^r m: Alégonde Huet — S^r m: Françoise Buisset

J^s Duquesne

J^s Champagne ex greff. avec paraphe
à Rebecq. —

Citoyen!

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 147

j'ai vu la cédule qui m'a été Remise et que j'ai acceptée de la part du Citoyen hugues Joseph Champagne en date du premier de ce mois afin de faire valoir audit Champagne la rente due par Ghilain François Duquesne que nous lui avons vendue,

pour y répondre, je déclare, au nom de notre Communauté, qu'il est vrai que la rente, dont s'agit, a été vendue audit Champagne, que le Contrat qui en doit vérifier le transport est tel qu'il existe soit au pouvoir du Citoyen Champagne soit dans tel dépôt public, qu'il lui aura plu de le déposer, et nous référant audit Contrat, je soutiens, au nom de notre dite Communauté, qu'il y a toute entièrement intervenu que nous ne sommes tenus à d'avantage, qu'à ne plus recevoir cette Rente, en en laissant la perceptibilité audit Champagne sur le pied de son acquisition, et c'est ce que nous faisons, au moyen de quoi je soutiens de devoir passer et d'être mises hors des procès. Laisant ledit Champagne entier comme Duquesne comme ils trouveront convenir.

Salut et Fraternité
Sr^m: Joseph Faignart Prieure
j'ai comparu au tribunal du
juge de paix à Rebecq le 25
avril 1797.

Madames!

Muscelles 4 may 1797

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 148.

Je vous envoie ci-joint copie d'un arrêté rendu par notre
administration centrale, relativement à votre Maison,
ainsi que d'une Lettre écrite à la Municipalité du faubourg
de Cubize dont je viens également de charger votre express.
J'espère que pour le coup vous serez plus tranquille, il ne
s'agit plus que de vous concerter avec le commissaire Municipal
afin qu'il sache parvenir à un Rapport avantageux à
l'égard de votre affaire, dont je desirerois voir le projet
avant qu'il ne soit signé. Je n'ai pas le temps, Madame, de
vous en dire davantage, parlez du reste à mon Cousin, qui,
comme je me persuade, est aussi porté que moi pour son intérêt.
J'espère pouvoir vous envoyer demain par la poste, s'il est
possible, une expédition authentique du Surséant arrêté pour vous
en servir en cas de Besoin; il conviendrait non obstant qu'à
votre requête la Municipalité de Cubize signifiât officiel-
lement au Receveur L'anon, copie collationnée du même

arrêté: je vous salue tous et je vous prie de me croire
Sans cesse en hâte

Madame:

Votre très humble et
très obéissant serviteur

J. J. Valdez

P.S. La Municipalité de Cubite ne doit pas se presser
à envoyer ici les renseignements qu'on lui demande, avant
que je n'ai écrit ultérieurement à mon confrère au quel j'
vous prie de communiquer le tout.

Extrait du Registre
aux Arrêts de l'Adminis-
tration Centrale du
Département de la Dyle,

Le 18 Messidor 3^e année
Républicaine, présents les Citoyens
Van Merstraeten Président, Guerdin,
Langhemeron, Marichal, Aenson,
Administrateurs, Lambrecht,
Commissaire du Directoire, Leintef,
Et J. Laradit Secrétaire.

L'Administration Centrale
du Département de la Dyle, Vu la
Petition des Religieuses hospitalières
de l'hôpital Dieu, en la commune
de Aubeq, canton de Tubize, tendante
à ce qu'il soit déclaré qu'elles ne
tomberont pas dans la disposition
de l'Art. 1^{er} de la Loi du 15 fructidor
an 4^e, mais qu'elles doivent en
contraire jouir de l'exception de
l'Art. 20 de la même Loi;

Vu les pièces à l'appui de leurs
demandes, et L'avis du Directeur
des Domaines;

Considérant qu'il ne conste pas et
suffisamment que les petition-
naires doivent jouir de l'exception
mentionnée, ci dessus, et que d'un
autre côté il est aussi douteux

Si elles sont dans le cas d'être
supprimées;

Qui le Commissaire du Directoire Général
Ordonne avant de faire droit, et sans rien
préjuger sur la question, que les Muni-
cipalités du Canton de Mubège, se
procurent incessamment des renseignements
sur l'état des Insulats des pétitionnaires
de même que sur le fait de savoir
si elles tenoient réellement en dehors
une salle de Maladet, et les
enverra à cette Administration avec
les observations.

Ordonne qu'entre temps les Pétitionnaires
continueront d'administrer
leurs Biens, et d'en percevoir
les revenus à charge de les
re fournir, S'il s'agit, à la
Direction des Domaines.

Pour l'expédition conforme
Signé J. Durand

Truvelles le 18 floréal an 5.
Administration Centrale du Département
de la Dyle
A la Municipalité du Canton
de Clabize

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 156.

Les Renseignements que vous nous
avez donnés sur les hospitalières
de Rebecq, ne nous suffisent pas
pour prononcer sur leurs
réclamations, et nous sommes dissi-
mules pas qu'on nous a insinué
que ces Religieuses ne tenoient
plus de Malades, depuis
longtemps et ne se conformoient
plus à leur institut.

Vous tâcherez de nous prouver
d'abord le titre de leur fondation,
suivant notre Arrêté ci joint, et
vous nous éclaircirez sur le fait
de savoir si ces Religieuses
se conformoient ou non à leur
institut, avant l'époque de
la suppression.

Vous nous transmettriez aussi
un état du montant de leurs
biens que vous vous ferez
remettre.

Salut & fraternité
Les Membres du Département de la Dyle,
Signé Renson, J. C. L'Escaud, Marischal,
Girardin, et F. Caradis Secr.

Eclair

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Bignon No 151

Extrait du Registre aux Extraits
de L'Administration centrale
du département de la Dyle

Séance du 18. floréal 5^{me} année républi-
caine.

présens Les Citoyens Van Merstraeten Représentant
Grandin, Langrenhoven, Marischal, Person
Administrateurs; Lambrechts Commissaire du
Directoire exécutif et F. Baradis Secrétaire.

L'Administration centrale du département
de la Dyle, vu la pétition des Religieuses
hospitalières de L'hôpital Dieu, en la
Commune de Rebecq, Canton de Tubize, tendante
à ce qu'il soit déclaré qu'elles ne tombent
pas dans la Disposition de L'art. 1^{er}
de La loi du 15. fructidor An 4;
mais qu'elles doivent au contraire jouir de
L'exception de L'art. 20. de la même
Loi;

Considérant
oui Le Commissaire du Directoire

Scientif
Arrêté &c

Arrêté qui attribue les peulonnaires
Continuants, & Administret leurs biens
et den percevoir les revenus, &c

Pour la pediton conforme Agre J.
Paradis fecit. a coté est appose le
Seau de L'administration centrale

Pour Extraire conforme à
Communiquer à Nicolas Blancha:
siot nommé Gardien du
couvent-hopital des Heberg
afin qu'il s'en retire et afe
les fonctions conformément
à L'arrêté de L'administration
municipale du Canton de Tribise
d'aujourd'hui vingt un floréal
an cinq.

Godard Pdt
-Dassas Sec pour
le S. P. S.



Extrait du Register aux Arrêtés de
l'Administration Centrale du Départe-
ment de la Dyle.

Séance du 18 floréal Cinquième année Républicaine.
Présens les Citoyens Van derhaert, Président, Vanlungenhoven,
Marischal, Meunier et Girardin, adm^{rs}. Lambrecht
Com^{re} du Pouvoir exécutif et Farais Sec^r.

Vu la Pétition des Religieuses Hospitalières
de l'Hôpital Dieu en la commune de Rebecq, Canton
de Tournai, tendante à ce qu'il soit déclaré qu'elles
ne tombent pas dans la disposition de l'article 1^{er}
de la Loi du 15 fructidor, an 6, mais qu'elles doivent
au contraire jouir de l'Exception de l'art. 20 de
la même Loi.

Vu les Pièces à l'appui de leur demande, et
l'avis du Directeur des Domaines.

Considérant qu'il ne conste pas suffisamment
que les Pétitionnaires doivent jouir de l'Exception
mentionnée ci-dessus, et que d'un autre côté
il est aussi douteux si elles sont dans le cas
d'être supprimées.

Ordonne le Commissaire du Direct^{re} exécutif
Arrête, avant de faire droit, et sans rien

préjuger sur la question, que la Municipalité
du Canton de Tubize s'approquera incessamment
des renseignements sur le titre de l'Institut des
Pétitionnaires, de même que sur le fait de savoir
si elles tenaient réellement au dehors une
Salle de malades, et les enverra à cette
Administration avec ses observations.

Arrete qu'entre tous les Pétitionnaires
continueront d'administrer leurs biens et d'en
percevoir les revenus, à charge de les repourvoir
s'il y a lieu, à la Direction des Domaines.

Pour Expédition Conforme:

J. Baradit



Bruxelles le 9 mai 1794

Tier chère Dame prieure

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 153.

je vous ayris avant la réception de la chère vôtre
que vous resteriez en vôtre entier quant aux
ecclésiastiques voilà bien 10 jours que l'on n'a pas dit
de messe dans notre paroisse tous ceux qui ont signé
leur fidélité à la nation célèbrent la messe. S'ils persé-
quent cela ne durera plus longtemps. quant à la paix
cela est certain que les préliminaires sont signés avec
les français et l'empereur mais nous ignorons les
conditions. L'on craint fort pour la prairie puisque
l'on assure que Bonaparte n'a pas voulu qu'après
ambassadeur soit préposé aux préliminaires de la paix
l'on attend ici le quartier général. selon le dire du monde
je vous envoie ici différentes représentations des différents
chefs - je crois que vous auriez de la peine à lire mon
caractère tant j'ai été accablé depuis avant la prairie
semaine de prières tout ce que j'ai pu faire est d'aller à
la messe joint à mon accident ce devoir que le commerce
me enjoint du tout que l'on ne voit personne j'y pense
que la prairie nous récompensera les prières je n'ai jamais eut
tant de marchandises que j'ai pour le présent car ce droit bas
a fait notre ruine car il en vient des dehors plus que toute notre
casse de matières nos brasi, j'espère de vous annoncer vous
priant de me croire avec autant d'union que vous en avez
Kopelie adieu je vous embrasse ma famille ci joint. G. M. Hunt

Citoien

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 154.

Paris le 20 floréal an 5

~~autant qu'il m'est possible~~

Je vous aime à vous informer que je suis aussi
prouvée à Recevoir les biens, nôtres en pour notre nécessaire
subsistance que vous l'êtes à Recevoir les biens, nôtres
vôtres pour ne pas créer de ~~dépense~~ ainsi que
notre hôpital, ~~Je vous prie de ne pas~~ Cependement si
vous donnez part, que nous pouvons et que ~~serge~~
équitablement. Nous ne pouvons plus en attendre plus.
Recevoir Nos Réverences. Les faits que votre
sensibilité ne vous permet pas d'épargner aux
gens pourrions leur devenir inutiles &
en seulement préjudice, C'en est trop. Je ne
sais faire autrement que d'intercéder pour
les malheureux dont les préjudices sont déjà
trop grandes pour ne pas vous prier de prendre
égard à l'état des choses, qui doit vous
engager à une commiseration raisonnable, que je
souhaite au Citoien. Je vous demande
de lui plus d'égard, qu'il n'a pu le faire jusqu'à cette
heure et lui vœux. Salut et fraternité
cette lettre n'a pas été envoyée

Monf.

Il est adressé à L'Administration de Tobique ~
un arrêté qui, entre autres, nous continue l'Administration
de nos biens. Je vous prie de vouloir, à vue de cette copie
plutôt que vous le pouvez, en faire copie de cet arrêté &
par extrait au Releveur Thau; vous en ferez trop de
nécessité pour devoir vous en dire davantage. Les
choses vont bien pour nous, et malgré cela nous avons
des ennemis encore: ce qui fait que nous désirons de vous
voir ici inopinément pour concerter ensemble selon notre
direction, le mieux que nous serons sans retard.

aiant fait cela, envoi, Je voudrais savoir vous fait
propos de faire, comme de votre chef, puis que nous
tenons de nous notre administration, que notre gardien
soit retiré, lui entier d'aller gagner sa journée
ailleurs et à sa maison, soit comme gardien ~
soit autrement.

Appelles - vous que l'arrêté de vous
est envoi au Releveur Thau.

Madame!

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 7, 155

Je reçois votre lettre de ce jour: la nouvelle, contenue
intell' boudisme d'une manière indécible. J'en ai demandé au
Chef Lieu et ne manquerai de faire communiquer à Thom,
~~en la~~ en la forme la plus authentique.
Les copies de l'arrêté qui vous rend l'administration des
vos biens: Je ne manquerai pas non plus de faire
retirer votre Gardien: Je suis sûr que le Mademoiselle
à Rheims aura besoin des secours de la Médecine
pour se guérir du mal d'estomac: tant il aura été
ou sera frappé en apprenant cette nouvelle: Je parle
par de son collègue: on sait à quoi s'en tenir à son égard.
Je viendrai le plutôt possible vous voir.

Mes respects, si il vous plaît, à M^r le Directeur et
à vos Dames.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement,

Madame!

Reginal J. May 1797

otre très humble
et très dévoué serviteur
L^r Minne

Bruxelles le 10 mai 1797

Madame!

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 4156.

Me référant à celle que j'ai eu l'honneur de vous écrire le
huit, je vous envoie ci inclus une expédition authentique de
l'Arrêté dont je vous ai envoyé copie simple, pour vous en
servir et la faire valoir, en cas qu'on voudrait encore mettre
quelques entraves pour vous empêcher l'Administration de vos
Bicns. J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus
parfaite et mes complimens à toute la communauté et à
Votre Vele Directeur.

Madame
Vos très humble et très
obéissant Serviteur.

B.S.

Vous trouverez ici joint un exemplaire
imprimé que je vous prie de faire remettre
à M^r le Curé aussitôt que vous l'aurez lu en lui faisant
mes complimens.

J. J. Nolcke

Liberté, Fraternité, égalité,

Archives des Religieuses
Augustines

Rebecq-Bonnin No 157

Bruxelles le 23 floréal an 5^{me}

Le Commissaire du pouvoir exécutif près
le Département de la Dyle.

au Commissaire du Directoire exécutif près la
municipalité de Lubise,

J'ai besoin de savoir d'une façon pertinente
Citoyen, quel est l'état actuel des Religieuses
Dites hospitalières de Rebecq, qui malgré la
suppression, s'obstinent de vouloir rester.
Certainement si elles sont dans le cas des ~~exceptions~~
prononcées par la loi du 15 fructidor, justice leur
sera faite, mais il faut que vous me disiez
promptement et sous votre responsabilité
individuelle. Car cette affaire sera portée
au gouvernement si les Religieuses tiennent
et si elles ont effectivement été dans l'habitude
de tenir, ce qui peut ~~être~~ véritablement
l'appeler salles de malades à l'extérieur.
Car il ne s'agit pas de platrer la chose.
Sur tout Citoyen point d'entortillage;
mais une explication claire et précise, du
reste quelque soit le résultat de cette affaire
si les biens du Couvent en question sont
destinés au soulagement de l'humanité
souffrante, ils devront être conservés pour
cet usage dans votre Canton,

Salut et fraternité

11 mai 1797. V. S. T. et signé Lambrecht,

memoire du 16 mai 1797. observations faites par moi S.^r M. J. Faignart
 que Gaillij après avoir batis une maison sur un petit coin de
 Communes avec les Pierres qu'il a tiré de notre montagne
 joignant notre terre, dites au Rieu de Stageot, après lui avoir
 fait defence plusieurs fois de notre part par les sergent ;
 a toujours continué de tirer toutes les pierres qu'il a eü bien
 malgré nous ; en outre j'ai observé que ledit Gaillij avoit
 construit un mur ^{vis-à-vis la maison} le long du ruisseau fait par nous
 sur notre prairie de la malville ; et a empietté sur notre
 terrain, à cause que nous plantions au dela dudit
 ruisseau joignant la commune, pour preuve de cela il s'y
 trouve encore actuellement plusieurs ^{arbres} à têtes qui nous
 appartiennent, et qu'ils paroissent cependant être sur leur
 terrain par les plantations que ledit Gaillij a faites
 par une haie, plusieurs arbres à fruits ; les temoins sous
 nommés pour preuves dudit empiettement étoient présent
 avec moi S.^r M. Joseph Faignart Prieure de l'hospital
 de Rebecq. Martin Dausin, Joseph Brancart, Theodore
 Brancart, et Joseph Dubru, tout quatre ouvriers actuel
 dudit hospital, occupés à façonner la provision de bois
 pour la maison, actum le 16 mai 1797.

- 1^{re} Election 2 avril 1786, élue le 7 dito.
 2^{me} Election 11 avril 1791, élue le 18 dito.
 3^{me} Election 4 avril 1794, élue le 8 dito.
 4^{me} Election 25 Mars 1797, élue le 28 avril 1797.
 Le 10 Mars 1800, Continué pr Bais sans Election.
 5^{me} Election, Le 22 mai 1804. M^r Henry Doyen, et Curé de l'ombeg,
 s'est rendu ici à l'effet de faire l'élection pour une nouvelle
 Supérieure, et l'instaler de suite, ayant la commission de M^r
 l'archevêque de Malinnes, de Raquelcar. S.^r M. J. Faignart
 fut choisie et continué. le 22 mai 1804. temoins M^r l'archevêque de Rebecq
 depuis le 15 août 1803, il fut enjoint à temoins les Beguines à la fin de l'année 1806.
 6^{me} Election le 19 août 1807. par M^r le Doyen, temoin M^r l'archevêque de Rebecq
 S.^r M. J. Faignart fut choisie et continué pr Bais.

Archives des Religieuses
 Augustines
 Rebecq-Rognon No 158.

Le 17 janvier 1799. La fore
 armée à enlever
 nos cloches pr
 La republique
 françoise.
 Deux cloches qui
 appartenait à
 l'hospital de
 Rebecq, m^r

4^{me} trimestre. Sél
 juillet 1796 Le 4 payé à B. J. Lotvaj 35 pt. pr un ^{un râteau} ~~un râteau~~
 de Sél.
 août Le 17 payé pour un râteau de Sél 37 pt. 1-15-0
 Le 22 payé pr un râteau de Sél 37 pt. 1-17-0
 1-17-0
 5^{me} trimestre Sél
 2^{bre} Le 9 payé pour une Rasiere de Sél 4-2-0 4-2-0
 Division 1797.
 mai 1797 Le 20 et 21, 11 12^{me} de Gougeons à 6 Liards la 12^{me} 0-16-2

Gibiers Volailles 1^{er} trimestre
 juillet 1796 du 30 juillet jusqu'au 6 août payé pour Sept
 Couples de poullets à différents prix 3 fls: 3-0-0
 Le 20 payé pr 3 lièvres et un perdrot 30 pt. 1-16-0
 2^{bre} Le 27 payé pr une Couple de perdrots 45 pt. 0-8-0
 Le 10 payé pr 5 poullets 22 pts. 1-2-2
 item payé pr un lièvre 6 pt. 0-6-0
 Le 12 payé pr 3 Couples de poullets 27 pt. 1-7-0
 Le 15 payé pr un poullet 6 pt. 0-6-0
 8-5-2

Volailles 5^{me} trimestre an 7.
 6^{bre} 1798 Le 21 payé pr trois Couples de poullets 1-10-0
 2^{bre} Le 2 payé pr ¹⁴ Couples de grives 49 p. 2-7-0
 Le 10 payé pr 9 grives 14 pts. 0-14-0
 janv. 1799 Le 8 payé 2 Couples de poullets 24 pts. 1-4-0
 item une Couple de poullets 15 pts. 0-16-0

Memoire Le 17 juillet 1796, M. Joseph Clement, épouse de M.
 Champagne, est morte vers le 10 heures et demie du matin.
 nous avons eues 4 enfants à nos soins depuis le 15 d'eto
 jusqu'au 19 avril midi.

Madame !

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 159

J. m'empresse à vous informer que L'Administration Municipale du Canton de Fribourg, sur réquisition que j'ai adressée hier, a arrêté que son Président et les Ayens Wadin, Delbarre, Lejolle, Depraene et Sirento soient reconnus à vous tenir vraiment ce qu'on peut appeler Salle de malades à L'estérieur et en même temps l'assistance d'institut ou de fondation de Notre Dame. Ils vont s'acquitter de leur devoir ~~prochain~~ prochain à 9 ou 10 heures du matin. Je serai de leur compagnie.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Madame !

Votre très humble et
très dévoué serviteur
à Samme le 7 mai 1877.
mes respects, j'ai vous plaisir
à M. Le Directeur et à Nos Dames
L. Künne

De Be. Floral an cinq Républicain.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 5160

L'Administration municipale du canton de
Tubize, Département de la Loire,
étant transportée, sur réquisition du
Commissaire du Directoire exécutif auprès
d'elle, au couvent des Religieuses Hospitalières
de Rebecq, pour y reconnaître si elles
tiennent vraiment la qu'on peut appeler
Salle de malades à l'extérieur, &
trouvé qu'elles tiennent effectivement
la qu'on peut appeler Salle
de malades à l'extérieur.

étant allé d'abord au couvent pour
connoître les personnes qui sont vraiment
à l'hôpital.

L'Administration a vu qu'il s'y
trouvait ~~des~~ femmes Malades, dans
La Salle sur laquelle; deux étages
au Lih, fort incommodes, & ~~quatre~~
convalescentes: Les noms de ces
femmes malades, sont
1^{re} Anne. Marie D^e Collet native
de Rebecq, âgée de soixante un ans;

1^{re} Marie Léopoldine Gelle, native de
Maine Le Comte, âgée de 35 ans,

2^{de} Marie Catherine Collet native
de Jenebby âgée de 37 ans

3^{de} Marie Joseph Gabriel
native de Ste. Kence près de
Tubuy, âgée de 50 ans.

4^{de} Jeanne Daudet native de
Tubuy, âgée de soixante ans.

~~5^{de} Marie~~ ^{mio} 6^{de} Marie Adrienne ~~Hillot~~, âgée de
soixante et seize ans, native de
Mignaut ~~et~~

après cela L'Administration a demandé

des titres institutifs de L'hôpital de

Tubuy et la Supérieure lui a

produit des titres de L'an

dans le rapport fait au
seigneur, il doit avoir
été dit qu'on n'avait
pu trouver de titres

mais qu'on avait eu
un grand que c'est le plus

treize cents et quelques années et postérieurs
montrant en plein que L'institution
du couvent de Rebecq, est vraiment
hospital.

Fait à Rebecq le 10^{ème} floréal
an 6^{ème} présents Les citoyens dévoués par
D'Amas Agents de la Commune de Reppat,
faisant au présent cas les fonctions de
Président à cause du mal de Rheume
du étoient Antoine Joseph Godeau
Président, Jean Victor Joseph Sauton,
Agent de la Commune de Samme, Prosper
de Fraene Agent adj. de la Commune
de Virginal, Louis Francis Stevens
Agent adjoint de la Commune d'Illy,
Jean Charles La Voile Agent de
la Commune de Bierpes et Jean
Thomas West Agent de la
Commune de Santes à ce

Donnés par arrêté du 21 floral
courant

Correspondant au 19 mai 1792. v. l. t. :

Procès Verbal de l'Administration
du Canton de Tubize
faite à notre hôpital;

Maitres chere sœur et intime amie

Je vous laisse à juger du plaisir que j'ai ressenti
par le contenu de la lettre que vous m'avez envoyée
par André il ne peut vous arriver la plus petite
circonstance qui ne me porte jusqu'au cœur & me
dole d'avoir d'abord la bonté de m'envoyer la copie
de la lettre de l'administration du 18 floreal 5.^e
année / 7 de mai vieux stil / j'en ai donné part
d'abord à mon ami de 27 ans et votre grand-père
me en a qui m'en a témoigné une grande
satisfaction et plusieurs qui fleurissent, je
me suis aussi acquitté vers lui de votre commission
il vous est reconnaissant et vous fait à toutes
son complément se recommandant à la continui-
té des vos prières.

J'ai fait plusieurs fois l'expérience à l'âge où je
suis que dans ce monde la peine est toujours bien
supérieure au plaisir, je me trouve dans le cas
aujourd'hui d'un événement des plus malheureux
qui pouvoit nous arriver, monsieur de M...
mon beau-père jouissant d'une santé parfaite
d'un tempérament de plus fort n'ayant de la

vie été exposé ni fait aucun excès de mal-
espece qu'une le 17 de ce mois une espee de mal
dans le ventre qui alla en augmentant de
occasionne l'inflammation qui le fit souffrir
jusqu'à minuit du samedi au dimanche 20
de ce mois qu'il expira et rendit son ame
à Dieu apres avoir été administré des tous
les sacrements de notre mere Ste. Eglise, ains
jouit de la plus parfaite connoissance jusqu'à
son dernier soupir dont il s'est tenu de moral
de la plus parfaite résignation dont il y a plus
d'exemple aussi cette fin correspond a 69 années
de vie dans aucune interruption interrompable
dans toutes ses actions dont il n'eut pour but
que l'accomplissement de la volonté de Dieu
Si notre mere perle le plus fidèle, le plus attaché
des maris tous ces enfans portés le plus tendre
le plus aimable de pere et le plus digne d'être
aimé et a mon particulier je pers le plus
sincere des amis m'ayant été affectonné
comme ex bon second lui même, jugé de
la situation affligeante de ma femme qui
est le model iraché de ce cher pere par les

mêmes inclinations & le même cœur et la même
tendresse, quoiqu'inconsolable, je me flatte que
naturellement nous pourrions parvenir à
en faire le sacrifice par notre résignation
à la volonté d'un Dieu de bonté en benif-
sant la main dont il nous a frappé
néanmoins après ces sentiments que nous espérons qu'il
lui aura fait miséricorde, mais les secrets de la
divine Providence étant impénétrables, nous
recourrons à vous ma femme et moi, à mon cher
ami, et à toutes mes amies, vous priant d'adresser
vos vœux au très haut en sa faveur pour le
repos de son âme; je vous fais excuse de ce long
entretien; vous savez que l'on ne parle jamais après
de ce que l'on aime, et veuillez m'excuser pour
ce moment votre bon ami désolé

Malines 22 de mai

1757.

E. J. De Cordoval

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 161.



Madame

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 162.

J'ai reçu votre Lettre datée du 20 du courant, et j'ai examiné le rapport y inclus dressé par votre administration Municipale. Je vous observe à cet égard qu'il paraît convenir qu'elle y insère, que non seulement elle y a trouvé actuellement Six Malades, mais qu'il est de leur parfaite connaissance que de tous immémorial, les Religieuses ont constamment rempli les véritables fonctions d'hospitalières et que jamais elles n'ont cessé d'avoir chez elles cinq ou six individus malades ou infirmes à qui elles administroient tous les Secours que l'humanité et leur Institut prescrivent en cas semblable.

Quant aux titres primitifs de cet Institut, Il faut avant de les annoncer, les examiner avec l'attention la plus scrupuleuse, par ce que l'Administration du Département pourroit en exiger la production; Si vous en avez qui ne puissent faire considérer votre Maison que comme un hôpital véritable,

leur examen ne peut que vous être avantageux; mais S'il
en résulte que vous a été obligée qu'à recevoir les infirmes,
à les entretenir jusqu'à leur guérison et que la nomination en
appartient au Duc D'Anvers et à D'autres, vous vous
exposez au danger de la suppression; parce qu'alors votre Maison
ne sera plus considérée que comme simple fondation. Nous
avons pu en fait que c'était un véritable hôpital, ce n'est
que par ce moyen que vous avez pu vous maintenir jusqu'à
présent, ce ne sera que par ce moyen que vous pourrez encore
conserver votre Etat, en conséquence vous devez oublier que vos
obligations se bornent ci devant à l'entretien de six ^{malades} ~~malades~~
seulement, et vous ne ^{pourrez} ~~devez~~ vous dispenser de mettre votre
Maison sur le pied d'un véritable hôpital, (c'est-à-dire) d'y
accepter indistinctement les Malades que la Municipalité
jugera nécessaire d'y placer, sauf en cas que l'on viendrait
à vous surcharger, de faire à cet égard les observations et
représentations que les circonstances exigeront: en conséquence,
si en ce moment vous voyez que la Municipalité souhaite
que vous receviez quelques Malades chez vous, je crois qu'il
convient que vous ^{vous} prêtiez à ses vœux, et que vous sachiez

tout ce qui est possible pour ne pas aigrir vos ennemis. Je
m'informerais des Lettres anonymes que vous dites avoir
été adressées encore au Département, et je crois que je
parviendrai à en découvrir le contour. entretiens j'ai
l'honneur d'être avec la considération la plus parfaite.

Madame

Votre très humble et
très obéissant Serviteur
J. F. Polcheff

Strasbourg 25 May 1791
P.S.

Mes respects à V. P. à toute la
Communauté

j'ai écrit le 21 au Commissaire Minne et encore
aujourd'hui, ainsi qu'à mon Compère C. qui est chargé
de vous remettre la présente, vous devez absolument
vous concerter avec eux. la Municipalité de Tübingen
ne fait aucune mention de votre état de biens dans
le projet de son rapport, cela est cependant demandé
et requis. il n'y a aucune lettre anonyme qui soit
arrivée ici. je joins ici pour votre Direction copie de
ma dernière que je viens d'envoyer à Minne.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 51 162.

copie de la Lettre écrite
au Commissaire Mmes

Brayelles le 25 mai 1797.

Monsieur !

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Regnon No 163

En conséquence de ma dernière du 23 de ce mois, j'ai l'honneur
de vous observer que je trouve dans le projet du Rapport que
l'Administration municipale du Canton de Luttre se propose d'en-
-voyer à notre Administration Centrale, relativement à l'affaire de
nos Religieuses de Rebecq, qu'on y dit : qu'elles tiennent effective-
ment, ce qu'on peut appeler, Salle de Malades à l'extérieur,
je trouve encore la période suivante, « l'Administration y a vu qu'il
se trouveroit des femmes malades dans la Salle susdite ;
d'après ces ^{expressions} ~~reflexions~~ il paroît qu'il existe qu'une seule
Salle de malades, tandis que dans toutes mes pétitions j'ai
allégué et assuré que ces Religieuses avoient dans leur maison
deux plans différentes, uniquement destinées à recevoir des
malades ; or donc, il conviendrait que dans le susdit Rapport on
parle d'une Salle et d'une Chambre pour ne pas tomber en
contradiction dans tout ce que j'ai dit et que la Municipalité
a dit elle-même dans son primitif avis ; j'observe en outre,
monsieur, qu'il paroît convenir que la Municipalité du
Canton insère dans son rapport que non seulement elle a
trouvé dans cet hôpital des malades, mais qu'il est de sa profaite

connaissances que de tous immémorial, les Religieuses ont
constamment rempli les véritables fonctions d'Hospitalières et que
jamais elles n'ont cessé d'avoir chez elles cinq ou six individus
malades ou infirmes à qui elles administrent tous les soins
que l'humanité et leur institut prescrivent en cas semblable.
Enfin, il faut ici faire tout son possible pour faire considérer
la maison en question comme un hôpital véritable, et dans le
cas que leur acte d'institution pourroit être en quelque façon
nuisible, il seroit bon de dire, que les titres et papiers ont été
brûlés, si toutes fois il y a eu des incendies du temps passé, ou
pillés, si il y a eu quelques sacrèges; je vous prie de m'écrire
sous pour la réussite de cette affaire, j'écris par le même pou-
rier à la Dame, Grigne, lui faisant même d'autres observations.
Je ne doute aucunement qu'elles ne vous soient communiquées; et
l'objet de bien se concerter pour ne pas alléguer quelque chose
de préjudiciable, je vous répète encore que vous ne risquez rien
en différant même quelque temps la réponse à la lettre de notre
Administration Centrale du 18 févral. J'ai l'honneur d'être au
parfaitement

Monsieur.

Votre très humble et très
obéissant Serviteur, Signé
J. J. Volche

P.S. En finissant ma lettre, je remarque, que notre Ad. vous de-
mande aussi un état de montant des biens de ces Religieuses,
et néanmoins il n'en est pas du tout parlé dans le projet de
rapport, et est également évident qu'on y satisfait, sans que
cela jettera sur un loup sur l'affaire.

Mme Commissaire du Directoire
Exécutif près l'Administration
Municipale du Canton de Lubers
au Citoyen Lambrechts Commissaire
du Directoire Exécutif près la l'admini-
stration Centrale du Département
de la Dyle.

Du 9. prairial an 5.

Citoyen !

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 164.

J'ai reçu votre lettre du 23 floreal concernant
l'hôpital de Rebecq: j'y ai vu que vous me supposiez
Capable de plâtrer et d'entortiller: je ne suis pas à
Cela, Citoyen, et je ne crois pas que vous me croiez
vous même tel. mais je suis assuré qu'on vous a
échauffé les oreilles: peut être sont ce ceux qui
ont soumissionné les biens de cet hôpital: au
reste, Citoyen, je me suis mis en devoir de prendre
des renseignements sur l'état de la maison hôpital
de Rebecq et dès que je les aurai tous je vous
en informerai pertinemment.

Salut et Fraternité
et Signé P. J. Minne Comre extt

Le 28 mai 1797. V.J.T.

Madame.

Augustines
Rebecq-Rognon No 165.

Je viens de recevoir dans un moment où je suis
constamment occupée, celle que vous m'avez fait l'honneur
de m'écrire le 15, je n'ai que le temps de vous observer
qu'il n'est pas possible d'obtenir la permission de faire
des ventes publiques de Bois, d'autant que depuis 15
jours j'ai fait plusieurs pétitions pour arrêter et
interdire quantité de ventes que la République se
proposait de faire, et ensuite des quelles j'ai obtenu
les arrêtés que je désirois; l'opinion générale étant
que la saison est trop avancée pour couper ou
abattre quelque Bois que ce soit; il en résulte donc
Madame, que vous ne pouvez pas penser à faire
d'écarter votre petit Bois de cinq journaux; si
néanmoins il vous manque du Bois pour la
provision de votre Maison, il y a des moyens
suffisants pour vous en procurer, et j'en ai très inutilement
de vous en suggérer.

Religieuses
ines
on No 166.

ne, que si
igieuses de
redes s'indes
chain, e
onnées de
vous pr

et frate
campagn
le 15 juin

Jusqu'à présent l'arrêté qui s'est ad aux Maisons
Religieuses de donner de nouveaux Beaux à leurs
fermiers, subsiste encore; enfin, contentez vous, de
pour de l'Administration de ces Biaux en
attendant que je puisse vous écrire plus explici-
tivement et croire moi avec la plus parfaite
Considération.

Madame!

Votre très humble
et très obéissant serviteur

Bruxelles 17 May 1791

J. F. Volcheff

P.S.
mes Civilités s'il vous plaît à M. le Doyen
et aux Religieuses vos Consoeurs

je suis charmé de la conduite de Minne
tâchez qu'il n'envoie rien ici avant que je
n'aie vu le projet

je plaindrais mon Compere s'il étoit dans ce
moment en ^{ma} place, l'affaire des Biaux ne

discontinuer
obligés des
Salut, à j. f.
rien et tout

Discontinuant pas ici, et étant d'ailleurs
obligé de siéger au Tribunal Correctionnel,
Jalnoy, je vous prie, de ma part, à l'occa-
sion et tout ce qui lui appartient.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 1165.

Censière

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 71166.

Je vous donne part par cette, que si vous
n'avez pas payé les Religieuses de Rebecq
de ce que vous leur devez &ndéans
Le premier de juin prochain, ces
dernieres sont intentionnées de vous
y contraindre audit paiement, par
conséquent, censière, je vous prie
d'éviter cette disgrâce

Rebecq le 31 mai 1727. ^{L. St.} Salut et fraternité
Champagne

^{de triune,}
La Censière a payé le 1^{er} juin 1727.

Madame!

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No. 167.

J'étais à Bruxelles, comme je vous l'avais
promis. M. Volcke a dressé un projet d'avis
ou déclaration à signer par la Municipalité.
Je voulais de vous l'aller montrer auss-
qu'à M. Champagne, aujourd'hui: mais je
suis tenu à Tubise depuis hier pour les comptes
du village et je prévois que j'en ai jusques à
aujourd'hui de soir. Je me propose donc,
Madame, de vous aller voir lundi.

Je vous joins, Madame, la copie d'une lettre
que j'ai reçue hier à après midi de
votre homme d'affaires, M. Volcke. Vous me
ferez plaisir d'en informer, après l'avoir
lue afin vous, à M^{rs} vos curé et Vicaire,
à M. Champagne et à ses Dames. Le
moment où je l'ai reçue, je l'ai été porter
à M. Le Doyen: ~~mais~~ mais j'ai, à qu'on peut
appeler, volé de l'endroit où je me trouvais
jusqu'à la cure et je tous assure que j'en ai
pas vu un caillou.

Mes respects, si il vous plaît, à M. Le
Directeur et à vos Dames.

J'ai le bonheur d'être

avec les sentimens de la plus haute estime
et du plus grand respect,

Madame !

O

otre très humble
et très dévoué serviteur

à Lubise le 17 juin 1797.

P. J. Minaz

Monsieur
Je me empresse à vous notifier que la cause des
Ministres du culte, en appel au Tribunal
Criminel, a été jugée hier à leur avantage :
de sorte qu'ils peuvent librement continuer
les fonctions de leur Ministère : en conséquence
je vous prie tous les amis et intéressés
croire moi très parfaitement en haste
tout à vous.

Bruxelles le 2 juin 1797.

Dreux
à Monsieur
Monsieur Migne, commissaire du pouvoir exécutif
du canton de Lubec à Lubec

Madame !

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 164

Je vous prie de remettre sous enveloppe au porteur, La liste de
vos b. malades. L'apôtre de France qui a écrit l'avis de
la M^{te} en votre faveur, va partir & plusieurs jours cette
liste lui est nécessaire pour remplir l'avis.
Je crois que vous m'avez déjà donné cette liste : mais
je ne la trouve pas.

Mes respects à M^{le} direction et à vos Dames.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement

Madame !

à Verfine 8 juin 1797

Votre très humble
et tout dévoué serviteur
L^{re} M^{re}

L'avis est signé du président et de plusieurs agens. on ajoutera
uniquement d'y souscrire

L'avis sus mentionné fut envoyé à bruxelles le 10 juin 1797.

Madame

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Bognon No 170

Le Commissaire Ninnin, m'a remis une lettre pour
vous faire adresser par laquelle il vous demande la
liste des malades qu'il ne trouve pas en le mortuant
je vous prie de l'envoyer a lui même, d'autant que c'est
moi qui les devrai annoter pour l'avis, pour ne pas
changer d'écriture je suis

Original de g. j. 1707

Votre très humble
et respectueux serviteur
Prosper Desfranc

Brussels L. 12. Mefior 3. c. 171. République

Copie

L'administration centrale du Département de
la Seine à la Municipalité de Tubize,

Il est étonnant, Citoyens, que vous ayez tardé si
longtemps à satisfaire à notre lettre du 18 floral
dernier: nous vous remercions en conséquence l'installation
de nous envoyer d'abord l'état de l'état de l'hôpital
de Rebecq, vous y joindre l'état des registres de
l'entrée des malades et de leur sortie de
l'hôpital, de même que des registres des morts et
vous avez soin d'observer à quelle époque ils
commencent et s'il s'y trouve des interruptions.
Vous voudrez bien satisfaire d'abord à cette
demande

Salut & Fraternité

Sont Signés Van Meesterbeek Pdt
Lunghenholen-Quardin, Marischal
Et J. Baradin.

Cette lettre du 18 floral est celle par laquelle
André Galt a envoyé à la M^{te} de Tubize son
arrêté de même jour enjoignant à cette-ci de se
procure incessamment des renseignements sur le
titre de l'installation des Religieuses (les Religieuses
hôpital de Rebecq) de même que sur le fait de savoir
si elles tenaient réellement en dehors, une salle
de malades et de les envoyer à l'adon fule avec
les observations, et arrêtant qu'entretemps les
Religieuses continueront d'administrer leurs
biens, et d'empêcher les redevances, à charge
de les fournir s'il y a lieu, à la direction des
Domaines.

3^e Bureau
3^e Section
Egalité

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 172.

Fraternité

Liberté

Bruxelles le 13 Nivôse an 6^e année Républicaine

L'administration Centrale
du Département de la Dyle
à l'Administration Municipale de la fonction de Ville

Citoyens

En conformité de l'art 1^{er} de la Loi du 16 Vendémiaire dernier
vous avez nommé une commission des hospices civils; jusqu'à
aujourd'hui cette commission n'est parvenue à établir la surveillance
sur l'administration des hospices civils qui existent dans votre
section et n'a pas pris la Régie et l'administration de leurs
Bienes paragra les attributions et des fonctions se dévolvent par
après clairement exprimées dans la loi. Les devoirs qui résultent
d'elle à cet égard viennent maintenant à se fixer après
une lecture de l'Arrêté de l'Intérieur du 18 Brumaire dernier
et une instruction que nous devons de recevoir de même et
dont nous vous joignons ici quelques exemplaires.

Les fonctions des commissions étant clairement exprimées
dans cette instruction nous croyons devoir vous en parler d'autant
dans aucun autre détail que celles de vous faire remplir
le vœu de la Loi du 16 Vendémiaire, c'est-à-dire vous mettre en
Lordre dans l'Admin^{re} intérieure de ces hospices et de l'économie
dans leurs dépenses, assurer l'emploi des deniers affectés au
soulagement des infortunés et de l'humanité souffrante etc.

Nous vous invitons à transmettre aussitôt cette instruction
aux citoyens qui composent la commission civil par votre
section. Nous vous suggérons tel que suitant la dite loi,
c'est à votre administration qui appartient la surveillance

immédiatement des hospices civile et qu'ainsi vous devez avoir
toujours les yeux ouverts sur les opérations de la Commission
qui ne peut admettre aucune innovation, aucun règlement
nouveau, aucune mesure d'intérêt général sans votre
conscience et votre Approbation et de la manière qu'il est
expliqué en la dite Instruction, les limites de ses fonctions
étant fixées par cette instruction, j'osois à vous de veiller
à ce qu'elle ne les outrepassât point en aucune circonstance.

L'intérêt que les différentes classes de Malheureux doivent
avoir, et que vous vous contentez avec les membres de la
Commission pour remplir le but de l'Instruction du Ministre,
flatté par vous vous leur plus à même de leur donner les
instructions et directions dont ils pourroient avoir besoin,
est au surplus une obligation que vous impose la surveillance
que vous les délègués par la dite loi et nous invitons
à croire que vous ne manquerez pas en ce fait dans une circonstance
si importante.

L'un des premiers devoirs de la Commission sera de se faire
remettre les titres relatifs aux propriétés des hospices.
Vous prendrez sur ces objets toutes dispositions que vous
jugerez être convenables pour faire opérer cette remise
aussi que pour faire rendre compte de leur gestion à
ceux qui ont jusqu'ici administré les biens de ces hospices et en ont
perçus les revenus.

Vous préparerez le Virement des Rentes dont les Comptables
pourront être reliquataires, après l'apurement des comptes
aux la Comte de la Commission qui conformément à
l'art 3 de la même loi du 16 Vendémiaire doit sans aucun
retard procéder à la nomination d'un receveur pris hors de son lieu.

Nous ignorons si ces deux devoirs fourniront un fonctionnement
et quelle soient ses rétributions. Nous en saurons au Ministre
de l'Instruction par lequel il nous semble plus convenable que
le Gouvernement décide l'un et l'autre. Cela ne doit cependant

pas empêcher la nomination; car sans ce secours la
la commission ne pourrait pas marcher.

il n'est pas besoin sans doute de faire ici aucunes remarques
sur les qualités que devra tenir ce Secrétaire. La commission
devra surtout s'attacher à choisir un homme d'une probité
réputée. Vous aurez soin d'envoyer à notre approbation immédiate
les comptes et dépenses qui devront être en double expédiés
nous pourrions en adresser un au Ministre qui le demande.

Nous vous adressons encore par le présent l'Instruction
du Ministre de l'Intérieur, la base de la commission
à nommer, sans autre confirmation, les questions qui
seront nécessaires au service de ces établissements de bienfaisance
enfin de fixer leur salaire.

Dans certains hospices les faits de l'administration actuelle ne
étant pas considérables, et faudra prendre cet objet en
prompte considération, afin de diminuer des dépenses qui
absorbent en grande partie les deniers du Secrétaire.

D'après la lettre du Ministre de l'Intérieur, Citoyen
nous aurons à nous occuper des enfants abandonnés,
du mode de comptabilité à suivre par la commission, de la
liquidation des finances que les hospices peuvent avoir
à charge des corporations religieuses supprimées, des émigrés,
de la formation du tableau des biens et revenus de ces hospices,
et de l'état de leurs dettes; mais nous croyons devoir réserver
le tout jusqu'au moment où la commission sera en pleine
activité, aura pris l'administration de ces établissements.
Nous traiterons séparément et successivement les divers
objets, afin de ne pas l'embarrasser dans sa marche. Nous
vous exhortons à nous faire part du résultat de vos diligences
relatives à la loi du 6 Vendémiaire. Nous serons très-souhaités
à vous fournir les renseignements et éclaircissements qui
pourrions vous être nécessaires. Salut Et Fraternité

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 61 172.

Votre dévoué
F. Paradis.

3^e Bureau
3^e Section

Excellence

Trésorerie

Liberté,

Archives des Religieuses
Augustines - 174
Rebecq-Regnon Nov

Bruxelles le 13 Messidor l'an 5^e République
L'Administration Centrale du Département de la Seine
(L'Administration Municipale de l'arrondissement
de Paris)

Citoyens

En conformité de l'art 3^e de la loi du 16 Vendémiaire dernier
vous avez nommé une commission de bourgeois Citoyens jusqu'à
ce jour cette commission s'est bornée à élire la surveillance
sur l'administration des hospices Citoyens qui existent dans votre Canton
et n'a pas pris la Régie et l'administration de leurs biens personnels
ses attributions et ses fonctions n'étaient pas assez clairement
exprimées dans la loi. Les doutes qui s'élevaient à cet égard,
sont maintenant dissipés à l'apex d'une lettre du Ministre
de l'Intérieur du 18 Brumaire dernier et une instruction que
nous venons de recevoir du même et dont nous vous joignons
ici quelques exemplaires.

La fonction des commissions étant plus clairement exprimée
dans cette instruction, nous croyons devoir vous dispenser
d'en faire dans aucun autre détail sur laquelle, d'ailleurs, il n'est
rien à remplir de la loi du 16 Vendémiaire, c'est à dire
pour mettre de l'ordre dans l'administration intérieure des hospices
et de l'économie dans leurs dépenses, assurer l'emploi des
deniers affectés au soulagement des infortunés et de l'humanité
souffrante &c.

Nous vous invitons à transmettre au plus tôt cette
instruction aux Citoyens qui composent la commission
celle pour votre Canton. Nous vous rappelons en ce
moment la dite loi c'est à votre Administration
qu'appartient la surveillance immédiate des hospices
Citoyens et qu'ainsi vous devez avoir toujours les yeux

existence sur les opérations de la Commission qui ne peut
exister, aucun en notation, aucun règlement, aucun
moyen d'intérêt général sans être connus et être approuvés
et de la manière qu'il est expliqué en la dite instruction, les
fonctions de la Commission étant fixées par cette instruction,
il n'est à dire de rien à ce qu'elle ne les exécute pas point en
aucune circonstance.

P
L'intention que les différentes classes de Malheureux soient entendues
Espr que sous sous Convention. L'avis les membres de la Commission
pour remplir le but de l'instruction du Ministre
placés près d'un sous secret plus à même de leur donner
les instructions et directions dont ils pourroient avoir besoin;
c'est au surplus une obligation qui nous impose la surveillance
qui nous est déléguée par la dite loi et nous aimons à croire
que vous ne resterez pas en défaut dans une circonstance
si importante.

Un des premiers soins de la Commission sera de se faire
remettre les titres relatifs aux propriétés des hospices. Vous
prendrez sur cet objet toutes dispositions que vous jugerez être
convenables pour faire exécuter cette tâche, vous ne pouvez pas
rendre compte de la question à ceux qui ont jusqu'ici administré
les biens de ces hospices et en ont perçu les revenus.

Pour préparer le Règlement des communes dont les Comptables
pourront être réqualifiés, après l'examen des Comptes
dans la suite de la Commission qui conformément à l'art 3
de la même loi le Ministère doit sans aucun retard
procéder à la nomination d'un receveur près hors de son sein

Vous ignorerez à la Recette de son Journal un
fonctionnement et quelle seront les rétributions. nous en
existons au Ministère de l'Intérieur parce qu'il nous semble
plus convenable que le Gouvernement décide l'un et l'autre.
Cela ne doit pas empêcher la nomination car sans
Recette la Commission ne pourroit pas fonctionner.

Il n'est pas besoin sans doute de faire sur aucune remarque
sur les qualités qu'il faut avoir à l'égard la Commission
vous surtout d'attacher à choisir un homme sage

Arch
Rebe

probable reconnue. Vous aurez soin d'envoyer à votre
Approbation les comptes et dépenses qui devront être en-
trebâtes à fin que nous puissions la adresser au
Ministre qui le demandera.

Nous vous adressons encore qu'insistant l'Instruction
du Ministre de l'Intérieur à l'égard de la Commission
à Nommer, sans votre confirmation, les personnes qui
seront nommées au service de ces établissements de
Bénéficiaires enfin à fixer leur salaire.

Dans certains Hospices les frais de l'Administration
actuelle étant fort considérables, il faudra prendre
cet objet en prompt considération, afin de diminuer
des dépenses qui absorbent en grande partie les deniers
du Bénéficiaire.

D'après la lettre du Ministre de l'Intérieur, Citoyens
nous aurons à nous occuper des affaires abandonnées
du mode de Comptabilité à suivre par la Commission,
de la liquidation des créances que les Hospices peuvent
avoir à charge des Corporations religieuses supprimées,
des Emigrés, de la formation du Tableau des Bénéficiaires
et des autres de ces Hospices, de l'état de leur dette
Mais nous croyons devoir ajourner le tout jusqu'au
moment où la Commission étant en pleine activité
aura pris l'Administration de ces Etablissements.
Nous traitons séparément et successivement ces
différents objets afin de ne pas s'embarrasser dans la
marche. Nous vous invitons à nous faire
part de résultat de vos diligences relatives à la Loi
du 16 Nivôse. Nous serons très empressés
à vous fournir les Renseignements et éclaircissements
qui pourrions vous être nécessaires sous le Trésorier

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon N° 174



les administrateurs du Département de la Dyle
Sous Copie Conforme
L. Lucat
Conforme à la Copie ci-dessus
Godeau
Jannet Secrétaire

A R R Ê T É.

L'ADMINISTRATION CENTRALE

DU DÉPARTEMENT DE LA DYLE :

Vu l'article 9 de l'arrêté du Directoire exécutif, du 30 Ventôse dernier, portant règlement sur la manière d'élever et d'instruire les enfans abandonnés, lequel charge les administrations départementales de fixer, chacune dans son arrondissement et sous l'approbation du ministre de l'intérieur, la rétribution annuelle à accorder aux nourrices et autres citoyens chargés d'enfans abandonnés ;

Considérant que la rétribution doit être basée sur les soins que les enfans exigent dans le bas âge, et sur les services qu'ils peuvent rendre en avançant en âge ;

Considérant que la fixation doit, suivant le même article, être provisoirement exécutée ;

Le commissaire du Directoire exécutif entendu,

A R R Ê T É :

ARTICLE PREMIER.

Les mois des nourrices et les pensions des enfans abandonnés seront payés ainsi qu'il suit : savoir ,

- A raison de soixante-six livres pour la première année ;
- de cinquante-six livres pour la seconde année ;
- de quarante-six livres pour chacune des cinq années suivantes ;
- et de trente-six livres par année, depuis l'âge de 7 ans jusqu'à 12.

ART. I I.

La rétribution ci-dessus sera payée de trois en trois mois, par les commissions des hospices civils, sur la présentation du certificat mentionné en l'art. 7 du règlement ; en cas de décès, les nourrices et autres rapporteront l'acte de décès.

ART. I I I.

○ L'indemnité de 18 francs pour les neuf premiers mois de la vie des enfans, accordée par l'art. 8 dudit règlement, et payable par tiers, sera acquittée de la même manière.

(3)

A R T. I V.

Les layettes et vêtemens des enfans seront payés d'après la fixation qu'en feront les administrations municipales, ainsi que le prescrit l'art. 12 du même règlement.

A R T. V.

Les layettes et autres vêtemens seront délivrés aux nourrices et autres personnes, aux époques suivantes : SAVOIR,

La première robe à 9 mois.

La 2^e. à 20 mois.

La 3^e. à 33 mois.

La 4^e. à 44 mois.

La 5^e. à 55 mois.

La 6^e. à 66 mois.

Et la 7^e. à 80 mois.

Ils seront composés ainsi qu'il est détaillé au tableau annexé au présent.

A R T. V I.

Les frais de voyage et de placement des nourrices et autres habitans des campagnes pour prendre les enfans, leur seront remboursés à raison de 10 sols de France par lieue, y compris le retour.

A R T. V I I.

Le présent mode de paiement com-

mencera d'être mis à exécution au premier Thermidor prochain , et il sera suivi tant pour les enfans qui seront désormais placés chez des nourrices et cultivateurs , que pour ceux qui s'y trouvent déjà et étoient précédemment à charge des communes.

Les commissions administratives des hospices civils feront acquitter sur ce pied les frais de nourrice et de pension de ces derniers.

ART. VIII.

Le présent sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur , et provisoirement exécuté.

Il sera imprimé au nombre de 200 exemplaires , avec un tableau des objets qui composent les layettes et vêtemens des enfans abandonnés.

Fait en séance à Bruxelles , le 17 Messidor , an 5.

Présens les Citoyens VAN MERSTRAETEN ,
président , GIRARDIN , MARISCHAL ,
VAN LANGHENHOVEN , RENSON , *adm.*

LAMBRECHTS , *commis. du Direct. exé-*
cusif , et F. PARADIS , *secrét.-général.*

Pour copie conforme :

F. PARADIS , *secrétaire-général.*

De l'Imprimerie de TUTOR , rue de Namur ,
N^o. 940.

Égalité
pour tous

Fraternité

Liberté,

Bruxelles le 17 Messidor 5^e année Républicaine

L'Administration Centrale

Du Département de la Dyle

à L'Administration Municipale de Vervé

Citoyens

Sous l'ancien Gouvernement les enfans abandonnés ont été à charge des communes qui subvenoient aux dépenses de leur nourriture et éducation. Sur les produits de dispositions indirectes: cette marche a été suivie jusqu'au commencement de cette année que ces communes exposées d'une grande partie de leur revenu par la suppression de ces dispositions n'ont pu continuer ces dépenses. Les enfans abandonnés se trouvant dans le département d'enfance délaissés, c'est le Gouvernement maintenant qui doit pourvoir à leur besoin et donner les sommes nécessaires.

jusqu'ici Bruxelles a été pour presque toute la Région Belge l'endroit où venait affluer tous les enfans abandonnés; le nombre de ces enfans existant en ce moment est de 3 à 4000. Nous ne nous étendons point sur les inconvénients résultans de ces usages qui tiennent à ce que par l'effet d'une loi du 27 frimaire dernier que nous avons fait imprimer ce que nous avons ordonné au 1^{er} floréal dernier nous l'avons affiché dans nos assemblées. Cette loi veut que les enfans abandonnés soient portés dans l'hospice le plus voisin, où ils seront élevés gratuitement, la charge de l'éducation nationale de fournir à la dépense de ceux qui seroient reçus dans les hospices qui n'ont pas de fonds affectés à cet objet. nous vous recommandons de surveiller l'exécution de cette loi et de veiller avec

De police judiciaire de voter annuellement les individus
qui devraient profiter de contestation à l'art 8 afin de
faire prononcer contre eux la peine qu'il convient.

Le Directeur est chargé de faire un règlement sur
la manière dont les dits enfants seront élevés et instruits
à remplir cette obligation et le Docteur Duvivier et a arrêté
un règlement qui se trouve aux nos 111. et 1097 du Bulletin de
Vain, sous date du 24 mai, et dont qui est aux Commissions
des hospices civils qui est chargé le soin de placer les dits
enfants chez des nourrices ou autres habitants des campagnes
et de pourvoir à tous leurs besoins; et est le 1er de l'art 2.

Les doutes relatifs aux fonctions et attributions de la Commission
ont jusqu'à ce jour été cette administration à l'égard de l'indus-
trie de la loi du 27 février et de ce règlement. Maintenant
que toute difficulté cesse d'après l'instruction du Ministre
de l'intérieur que nous avons adressée dernièrement et
que sous date du 24 mai dont nous avons communiqué
aux membres qui composent la Commission nommée
pour votre Canton, il faut que ces derniers se conforment
à l'un et à l'autre. Nous vous adressons sept exemplaires
du règlement que nous avons fait réimprimer; vous en
conservez dans votre bibliothèque et vous remettrez les cinq
autres à vos citoyens.

Comme le règlement traite d'une manière plus et
précise les dits enfants qui incombent aux dits Commissions
relativement aux enfants abandonnés, nous nous dispensons
ici de toute réflexion; nous nous bornons de vous adresser
et sous date du 24 mai de faire remarquer à la Commission
de votre Canton que la loi du 27 février ne concerne que
les enfants nés hors le mariage, de parents inconnus,
ou aux enfants perdus par leurs parents également inconnus.
Les enfants de cette classe sont les seuls que régit le
Règlement du Directeur et que la Commission doit
être chargée de pourvoir de nourriture et de tout à ces
enfants par leurs parents pour cause d'indigence et

Quel orphelin, ils doivent être placés dans les hospices qui leur sont consacrés, et n'est fait aucun changement à cet égard, et il doit être pourvu à leurs besoins ainsi que cela s'est toujours pratiqué.

Chargés par l'art 18 de la loi du 16 Vendémiaire de la République, immédiatement des hospices, vous, Seigneurs, Citoyens, à ce que la dite Commission ne s'occupe point d'aggraver l'état de vos personnes, comme aussi à ce que les enfants abandonnés soient successivement et sans interruption placés par elle dans les campagnes: le Sige des hospices ne pouvant que leur être très préjudiciable, il ne faut les y laisser que les circonstances nécessaires pour les garantir du mauvais et conformément à l'art 18 de la loi susdite, ne confier dans ces établissements que les enfants malades ou qui courent des accidents graves qui ne permettent pas de les transporter sans danger.

Pour vous instruire au surplus, ainsi que les membres de la Commission, à tous bien pénétrer des différentes dispositions de la loi et à vous y conformer respectivement en ce qui vous concerne. Les députés qui il importe d'avoir dans ces asiles pour des hommes humains et sensibles et nous sommes d'autant convaincus que vous serez tous très empressés à vous en acquiescer.

En conformité de l'art 9 du règlement nous avons fixé la rétribution annuelle qui sera accordée aux nourrices en vertu de l'art 10 de la loi susdite d'enfants abandonnés, nous vous joignons ici quelques exemplaires imprimés de l'arrêté que nous avons pris à cet effet; lequel doit provisoirement servir de son édition: vous devez donc de les remettre à la Commission qui se conformera pour les dépenses à faire aux dispositions de l'art 10 et 11. Si les hospices ou les enfants sont déposés n'ont aucun revenu qui soient affectés à leur service, ils feront valoir les fonds nécessaires par le Corps général de ces établissements: le remboursement en sera fait par le Gouvernement, sur les états dont nous vous adressons incessamment les modèles, en vous indiquant les

marché de suite par ladite Commission pour la comptabilité
relative aux enfans abandonnés.

Nous recommandons également auxdites commissions de faire
concorder sans délai avec la Commission des Hospices de Strasbourg
pour assurer la prompte exécution de la loi et du règlement dont
il s'agit et nous vous adressons qu la Commission de la capitale
pour l'administration des enfans abandonnés qui est en
charge de la charge d'une Commission de la capitale
vous nous adresser la réception de la présente et nous rendre
compte de ce qui aura été fait tant par vous que par ladite
Commission.

Salut Et fraternelle signature

Les membres du département de la Dyle

Sous l'opie l'opie

Le Ministre

Conforme à la loi ci-dessus

Godard

Jaunier Sec



3. Ann
3. Pm

Egalité Fraternité Liberté

Bruxelles Le 17 Messidor l'an 5 République

L'Administration Centrale Du Département
de La Dyle

Et L'Administration Municipale De la ville

Citoyens

Sous l'ancien Gouvernement Les Enfants abandonnés
ont été à charge des communes qui subvenaient
aux dépenses de leur Nourriture et Education
Sur le produit des impositions indirectes cette
charge a été levée jus qu'au commencement de cette
année que les communes de Bruxelles d'une grande partie
de leurs revenus par la suppression des impositions,
n'ont pu continuer les dépenses. Les Enfants abandonnés
ne jouissant dans ce Département d'aucune
dotation, c'est le Gouvernement maintenant
qui doit pourvoir à leurs besoins et donner les
sommes nécessaires.

Jus qu'ici Bruxelles a été pour presque toute la
Belgique, l'endroit où venoient rassembler
tous les Enfants abandonnés; Le Nombre de ces En-
fants existans en ce moment est de 5 à 4000. Nous ne nous
intéresserons point aux inconvénients résultans de
cet usage, qui vient à cesser par l'effet d'une
loi du 27 frimaire dernier que nous avons fait

imprimer et que nous ^{avons} adressés en
Gloréal Dernier pour être affichés dans votre
arrondissement. Cette loi veut que les enfants
abandonnés soient portés dans l'hospice le plus
prochain où ils seront ~~reçus~~ gratuitement et chargés
Le ~~trésor~~ National de pourvoir à la Dépense de
Ces qui seraient renvoyés dans les hospices qui n'ont
pas de fonds affectés à cet objet. Nous vous recom-
mandons de surveiller l'exécution de cette loi
et de Denouer ~~de~~ La police judiciaire de votre
arrondissement les individus qui seraient prévenus
de Contrevenance à l'art. 2 afin de faire pronon-
cer contre eux la peine qu'il faudrait

Le Directoire Exécutif chargé de faire un règle-
ment sur la manière dont les dits enfants seront
élevés et instruits, a rempli cette obligation et le 30
ventôse Dernier il a arrêté le règlement qui se
trouve aux Nos 114 et 107 du Bulletin des Lois ;
vous avertis du y voir, citoyens, que c'est aux Commissions
des hospices civils, qui est confié le soin de pourvoir les
enfants chez des Nourrices ou autres habitants des
Campagnes et de pourvoir à tout leurs besoins,
tel est le vœu de l'art. 1. Les dits Commissions ont pas
encore pourvu à cette administration, à Differer
l'exécution de la loi du 27 fév. et de ce règle-
ment : maintenant que toute Difficulté ~~est~~ Supplée
l'instruction

Sur parole desdits jures consultants, l'état des relations
faites au département par les religieuses Hospitalières de
Rebecq: vu notamment la lettre dudit département en
date 12 novembre, adressée à l'administration municipale
de cette ville de subges.

Il est en que l'adite administration doit incessamment
envoyer le tableau des biens de cet hôpital, et que cette
démarche dans aucun cas ne peut leur être nuisible, et que
contrairement en vraisemblable, que les religieuses n'ont point
perdu vers elles des registres de l'entrée des malades et de
leur sortie. L'administration municipale doit notifier au
département qu'il n'existe point de pareils registres, ainsi
qu'elle en aurait satisfait à l'invitation lui faite à cet égard.
Quant aux registres de morts, si les dites religieuses n'en
ont point, l'adite municipalité doit également le faire
connaître au département, mais comme les morts doivent
être consignés dans les registres de la paroisse, elle devra
prendre par extrait chez le dépositaire de ces registres la
liste de tous les malades morts à cet hôpital depuis
l'époque la plus reculée qu'il sera possible, et les envoyer
au département.

Nous avons examiné les fragments de titres que nous
vous avons envoyés, et parait en résulter qu'il n'existe point chez elles
de fondation pour établir en faveur de personnes
seules, qu'un hôpital véritable aux termes de la loi, et
par conséquent, nous estimons qu'il soit très dangereux
de les communiquer à qui que ce soit.

Bruxelles ce 7 juillet 1797

L. J. Tricox junior B. Walfrond

2 juillet 1797.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 1799.

Le Bureau de l'Administration
Municipale du Canton de Subis
du di. Mevrida au S.
à laquelle ont été présents Godeau
président, Ferrier, Querton, Huet,
Caputte, Jaton, Minas, Darnas,
de France, Le Mercier, Dubois,
Evraud, Lefort, De Keyn,
Dessaire, Administrateurs,
Le Commissaire du Directoire
P. J. Minas et le secrétaire
Blannier

30 juin 1797. Le Président a reçu une lettre de l'Administration
du di. Mevrida demandant de nouveau
l'état de bien des hospitalières de Rebecq, avec
l'extrait des Registres de l'entrée des malades
et de leur sortie de l'hôpital, de même que du
Registre des morts, recommandant qu'on ait
soin d'observer à quelle époque ils succombent
et si l'on trouve des interruptions et demandant
que cette soit communiquée aux autres hospitalières
pour qu'elles puissent donner les renseignements
requis à la Commission qui en sera
chargée, au moment où elle se présentera à
leur maison pour les avoir.

Soit fait, à la diligence du
Commissaire du Directoire qui en

invite à aller prendre ou demander
les renseignements requis.

Fait à Subise ce Vingt un Messidor an (ine,
Suit Copie de La Lettre.

Liberté
Égalité & Fraternité
Bruxelles le 12. Messidor 5^{me} année républicaine.
L'Administration Centrale du Département de
La Dyle
à La Municipalité de Subise

il est étonnant, Citoyen, que vous ayez tardé si
longtemps, à satisfaire à notre Lettre du
18. floréal dernier: nous vous remercions en
conséquence L'invitation de nous envoyer d'abord
L'état de biens des hospitalières de Rebeck,
vous y joindrez L'extrait des Registres de l'entrée
des malades et de leur sortie de L'Hôpital,
de même que du Registre des morts, et tout
autres soit d'observer en quelle époque
ils commencent et s'il s'y trouve des
interruptions; vous voudrez bien satisfaire

• D'abord à cette demande. salut et fraternité.
Sœur Van Mastraelen ^{de} Langenbols,
Girardin, Narisgal, J. Paradis s^{re}.

Pour copie informée.

L. J. Minne ^{Commissaire de l'Ordre}
à Lubbe.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 6179.

29 juillet 1797

Séance de l'Administration
Municipale du Canton de Tubize
du 28 Messidor an 5 à laquelle
ont été présents Godeau Président,
Gruin, Querton, Lenoir, Capelle,
Ferton, Minne-Durand, Defosse,
Le Mercier, Dubois, Lévêque, Lefèvre,
Debeyn, Deboise, administrateurs,
Le Commissaire du Directoire
P. J. Minne et le Secrétaire
Bannier.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon Nov 180

30 juin 1797

Le Président produit une lettre de l'Administra-
tion du 12 Messidor demandant de nouveau
l'état du bon et des hospitaliers de Rebecq,
avec l'extrait des registres de l'entrée des
malades et de leur sortie de l'hôpital, de
même que du registre des morts, recommandant
qu'on ait soin d'observer à quelle époque ils succombent.
Et s'il s'y trouve une interruption et demande que
celle soit communiquée aux dits hospitaliers
pour qu'ils puissent donner les renseignements
requis à la Commission qui en sera chargée,
au moment où elle se présentera à leur maison
pour les visiter.

Fait à la diligence du commissaire
du Directoire qui est invité à aller prendre ou
demander les renseignements requis.

Fait à Tubize le Vingt un Messidor an cinq
Sur l'ordre de la lettre.

Égalité Fraternité Liberté
Brestelle Le 12 Messidor 5^{me} Année République

Administration Centrale du Département
de la Gyle

La Municipalité de Tubize

est Bonnard, Citoyen que vous ayez tardé
si longtemps, à satisfaire à notre lettre du
18 Thermal dernier: nous vous remercions en
conséquence l'institution de nous l'envoyer d'abord
l'état de l'état des hospitalisés de Beaucy
vous y joindrez l'extrait des registres de
l'état des malades et de leur sortie de l'hôpital,
de même que du registre des morts, et vous
aurez soin d'observer à quelle époque
ils commencent et s'il s'y trouve des
interruptions, vous voudrez bien satisfaire
d'abord à cette demande.

Adel et Tralunite

Sont Signis Kunsterstracken ^{Post} Langhenkeren
Girardin, Messerschul. L. Baranoff.

Longe Corpore son forme

Ensigne D. J. Marie Lemay en Dubois

Q. Tubers

Cette lettre du 18 floréal est celle par laquelle
 l'ordonnance a été envoyée à M^{re} de Subile. Son arrêté
 du même jour enjoignant à celle-ci de se procurer
 incessamment des renseignements sur le titre de l'instituteur
 des Écolleux naires. Le K^l hyp. de Subile de même que les députés
 de Laval si elle tendent réellement au dehors son titre
 de Malade et de la renvoyer à l'ordonnance afin de
 observation, et certifiant qu'entretiens les Écolleux naires
 continueront d'administrer avec bien et honneur
 la commune à l'égard de la réforme s'il y a lieu
 à la direction des Écolleux naires

Procès-verbal de l'Administration
Municipale du Canton de
Tubize du 23 Messidor

Le Président produit une lettre de l'Administration
centrale du 13 Messidor courant concernant les
Titres des Maisons et Communautés religieuses,
proposant qu'il soit écrit au département qu'il
y a dans le Canton une seule Maison Religieuse
l'hôpital de Rebecq, la quelle n'est pas supprimée
jusqu'à présent et qu'à cause de la non suppression
Et par suite de l'Administration centrale
par arrêté du 18 Floréal à lui faire à cette
Maison l'Administration de ses biens en
à en pas en devoir lés les Titres de cette maison.

Il est fait comme il est proposé

Il est fait à Tubize le 23 Messidor an 5. République
Président le Président Godard les agents Communes
Marsille, Lefeuille, Erard, Gaspille, Debaire,
Bert, Baerard, Dubois, Bureau administrateurs.
Le Commissaire du District D^e Miran et le
Secrétaire Bannier.

Pour copie conforme

Contre-signé Godard

De plus pour le Secrétaire.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 180

10 juillet 1797.

Tubise 25. Messidor an 5^e

Le Commissaire du pouvoir exécutif près la
municipalité du Canton de Tubise

au Citoyen Lambrechts Commissaire du Directoire
Exécutif près l'Administration Centrale du
Département de la Dyle,

Citoyen !

Je Gorois que vous vous étiez procuré auprès
de l'Ad^e C^o, le Renseignemens que vous m'avez
demandés concernant les Religieuses hospitalières
de Rebecq ; mais informé que les Agens de Rebecq
Gj. Cooreman et Gj. le Sacq ont été de votre part
le 17 Courant, demander ces renseignemens aux
hospitalières, je dois Croire que vous n'en avez
rien vu au Département : je vous informe donc
Citoyen, que tous les renseignemens possibles,
sur la maison hospital de Rebecq, se trouvent
à l'Administration Centrale. Si vous desirés
que je vous les produise en particulier, je le ferai,
vous n'avez, Citoyen, qu'à me le mander et je
m'empresserai à vous l'attacher,

Salut et Respect.

Signé G. J. Minnez

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 183

Ceux de la Municipalité du
Canton de Tubise,

aux Administrateurs du
Département de la Dyle

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Bognon No 4184

14 juillet 1791.

Tubise le 26 Messidor an 3^e

Citoyens Administrateurs !

En Conséquence de votre lettre du 12 Courant,
nous vous faisons parvenir les renseignements que nous
ont fournis les Religieuses Hospitalières de Rebecq
Contenant l'état de leurs biens, un extrait du Registre
des femmes mortes à leur hôpital qui selon leur
rapport et la notoriété publique a toujours servi pour
des pauvres femmes et pas pour des hommes, et une
lettre de ces Religieuses Hospitalières nous envoyant ces
pièces et annonçant qu'elles n'ont jamais tenu
et qu'il ne se trouve chez elles aucun Registre
d'entrée et de sortie des malades à l'hôpital,
parce qu'elles n'ont pas autre chose que leurs revenus
et à cause d'ailleurs qu'elles n'ont à faire qu'avec
elles mêmes.

Le Commissaire du Directoire auprès de nous p. j.
Minné, que nous avons invité à aller prendre ou
demander les renseignements que vous exigez, comme
par l'extrait de notre séance du 21 Courant, ici joint,
s'est rendu en personne au ^{de notre part} hôpital de Rebecq et s'y est assuré par lui même
de la justesse tant de l'état de biens que de l'extrait
du Registre des morts à l'hôpital, Registre à l'égard
duquel nous n'avons qu'à vous observer que les morts
sont enregistrés par mois mis en colonnes de façon
que les individus morts pendant un tel mois, sont tous
dans la colonne de ce mois quelque soit l'année
de leur mort.

Salut et Respect.

P. J. nous vous joignons un extrait
de notre séance du 28 courant
contenant ce que nous avons à dire
sur la levée des titres des maisons
Religieuses du Canton :

Vous y verrez, Citoyens Administrateurs,
que ne se trouvant dans le Canton que
le Couvent-hôpital de Rebecq qui
n'est pas supprimé, nous n'avons
pas cru devoir en lever les titres,

2. raisons en sont la cause. La non-
suppression ^{de la} et l'absence aux Religieuses
hospitalières, l'Administration de leurs biens.

Extrait mortuaire de l'hôpital Dieu
en Rebecq

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 185

L'an mille sept cens le huit janvier est decedee
albertinne Planille

L'an mille sept cens sept ^{le 8 de may} est decedee barbele Cocq
L'an mille sept cens deux ^{le 19 d'avril} est decedee anne denayot
L'an mille sept cens huit ^{le 29 de septembre} est decedee Jeanne druart
L'an mille sept cens quinze ^{le 2 de juin} est decedee Jeanne fontaine
L'an mille sept cens 21 ^{le 6 fevrier} est decedee Jeanne
Defosseau
L'an mille sept cens vingt deux ^{le 26 de fevrier} est decedee

petronille vassel

L'an mille sept cens vingt trois ^{le 24 aoust} est decedee marie
veuve de maurisse
L'an mille 7 cens 28 ^{le 10 de mars} est decedee elisabeth libere
L'an mille sept cens vingt neuf ^{le 13 decembre} marie catharine Wito
L'an mille 7 832 ^{le 28 d'avril} est decedee françoise
L'an mille 7 cens quarante ^{le 14 aoust} est decedee
marie Jeanne Taligo

L'an 1740 est decedee ^{le 2 decembre} agnes deboux
L'an mille 7 quarante deux ^{le 4 d'ayin} marie mala
L'an 1741 ^{le 26 de septembre} est decedee marie Doulers

L'an mille sept cens 83 ^{le 10 aoust} est decedee
glaudinne fabri

L'an mille 7 cens 84 ^{le 9 de mars} est decedee
maximilienne wauguier

L'an mille 7 cens 87 ^{le 16 d'avril} est decedee
marie anne vandercam

L'an mille 7 cens 88 ^{le 14 octobree} est decedee
marie josept Marin

L'an mille sept cens 91 ^{le 31 janvier}
est decedee françoise Lancelot

l'an mille 7 cens septante ~~88~~ le 24 novembre
est decedee catherine coureur

l'an mille 7 cens 84 le 2 janvier est decedee
catherine bartolami

l'an mille 7 cens 92 le 15 octobre elisabeth
banicq

l'an mille 7 cens 94 le 4 d'octobre est decedee
marie veronique hano

l'an mille 7 cens nonante sept le 4 de mars
est decedee marie catherine rouatt

l'an mille 7 cens nonante sept le 21 de mars
est decedee marie catherine baudet

Minne Com: du Direct^e exécutif
près la Munip^{te} du Canton de Tubise

à l'adon Cen^{le} du dep^{te} de Dijle

Vu 28 Meidor a 50

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No VI 156.

Citons Ors !

Je crois devoir vs observer, à l'égard des Relig^{es}
de Rebecq deux circonstances dont on a oublié de vs
faire mention dans la lettre vous écrite sur leur cas
le 26 Courant:

- 1^o L'extrait du Registre des morts de l'hôpital
joint à cette lettre, ne contient pas tous les morts
à l'hôpital. il ne contient notamment pas les
morts des servantes de la maison quoi. cependant
il y en ait dont la mort est annoncée audit hôpital
- 2^o il n'existe d'autres registres plus anciens, que
celui dont l'extrait vs est produit, commençant
en 1700.

je m'empresse, Citoyens Administrateurs, à vs
informer de ce, parceque j'ai appris, ainsi que
les Administrateurs du Canton de Tubise, qu'il
s'est fait et qu'il se fait encore: il y en a qui
disent sur des ouï-dires, mais je n'y crois rien
et je vous prie même de pardonner cet allégue
à ma volonté de parler à l'un ou l'autre. que c'est
de la part ou de l'aveu de cette Administration
Centrale: / qu'il s'est fait et se fait vis-je,
des démarches pour démentir les faits que la
Municip^{lité} a avancés tant en son particulier

qu'à mon intervention, lesquels cependant,
je puis l'affurer par tout, sont tous tels qu'ils
sont rapportés et ne peuvent être Critiqués ou
Dénaturés que par des personnes Désirant ou
Voulant bon gré, malgré tout, la Suppression
de cette maison hospital, dans l'espoir d'en
acquiescer les biens qui ont déjà été soumission-
nés, comme le Connoît sans doute cette admi-
nistrat^{ion} par les Citoyens G. Coe. et J. J. les Bary. agents
Minist^{re} actuel de Rebecq, ou par l'aine
de tout ce qui respire la Religion de nos Pères.

Salut et Fraternité

Signé P. J. Minier

Copie

Brest le 4^e Thermidor 9^e An
L'administration Centrale du Dept de la Dyle
Et l'administration Municipale d'ici
Citoyens,

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 187.

Nous ne doutons point qu'au fillet la réception de nos
circulaires du 15 Messidor de l'année vous soit parvenue
et communiquée à la commission des Hospices
civile instituée pour tout Canton en conformité de la loi du
16 Vendémiaire, l'instruction du Ministre de l'intérieur
sur l'attention de cette loi et la lettre du Ministre
du 18 Prairial qui renferme des renseignements particuliers
tant sur le mode de comptabilité à suivre par les commissions
en général que sur les différentes opérations dont celle-ci doit
s'occuper pour assurer désormais la perception de tous les revenus
des Hospices. Nous croyons également que cette commission
se sera sans aucun retard occupée de son organisation définitive,
qu'elle aura nommé ses membres et qu'elle aura ensuite
fait toutes les diligences nécessaires pour prendre l'admission
de tous les biens des Hospices dont la direction est
confiée à ses soins. Si toutes nos attentes cela doit
encore de faire un peu de la pesanteur, nous vous invitons
à la presser de la mettre en œuvre, car il est très important
que les différentes commissions qui ont été établies
sans ce Dept marchent sur un pied égal et uniforme,
sous une même loi et sans plus de nous égarer de
l'état des choses.

L'instruction du Ministre de l'intérieur porte même
que les commissions, se conformeront aux modèles de comptabilité
des Hospices aux modèles précédemment envoyés. Nous
vous enjoignons ici quelques recommandations très importantes
qu'il ne faut pas perdre de vue en détail la forme des comptes

Et les autres objets tant de recette que de dépense qui doivent
y être repris. Nous ne doutons pas que vous visitiez à l'avenir au
sujet la Commission de l'Etat Canton & y conformez en tous points.
Vous remarquerez qu'il est dit à la dernière page que si en
il existe plusieurs hospices, la Commission chargée de
leur admettre pourra le bonner à présenter en masse et confor-
mément au modèle l'état de leur mouvement, recette et
dépense, sauf à joindre un état particulier, de mouvement
de chaque hospice et ou plutôt de leurs dépenses respectives.

Nous vous recommandons, citoyens de vous faire rendre
très exactement compte par la Commission et à la fin
de chaque trimestre misérable parer la lettre du
Ministre du 13 Janvier. Les comptes seront vérifiés
par nous et nous nous les adresseront, pour que nous les transmettions
au Ministère. Nous craignons d'apporter trop d'exactitude
à cet égard, puisque c'est sur le vu de ces comptes que le
Ministre fera déterminer les fonds pour les hospices dont
les revenus ne suffisent pas à leurs dépenses.

Il est un autre objet qui doit vous attirer toute votre
attention, c'est celui dont est parlé extracté de la lettre du
Ministre du 17 Janvier, la formation de tableaux des dettes
anciennes des hospices civils de l'Etat conformément, dont vous
transmettez en joint le modèle. Vous voudrez bien faire dresser
au plutôt le Tableau pour ces des hospices de l'Etat Canton
qui avaient des dettes anciennes antérieures au 1er Janvier
et afin que le Ministre puisse parvenir à leur remboursement
au moyen des fonds qui s'y trouvent à cet effet de faire
demander au Corps législatif par le Directoire exécutif. Vous
remarquerez que le Tableau ne doit faire mention
que des dettes antérieures à l'an 5 en distinguant celles
de chaque année; quant à ce qui peut être dû depuis
le 1er Janvier quoique le Ministre n'en fasse pas
mention; il convient toujours que vous nous en fassiez
séparément l'appeler que nous lui soumettions en
même temps.

Nous vous observons au reste, que le Tableau
dont il s'agit, devra aussi indiquer les sommes de chef
des enfants abandonnés dont l'admission est actuellement
confiée à la Communauté des Hospices Salus et Fraternité
Signés les administrateurs du Dpt de la Dyle

Deux copies conformes
Le Secrétaire général du Dpt de la Dyle
J. Claudon

Conforme à la Copie ainsi que le tableau
Godeau Jdot
Ganneq Sec



Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 187

Mon cher cousin,

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 188

Je m'empresse de vous envoyer le projet de déclaration
dont nos Sommes contiennent, vous priant de la
faire mettre au net par votre Greffier et de prendre
les arrangements convenables pour les signatures et
faire en sorte que cette pièce me parvienne le
plutôt possible; et comme il se pourroit que notre
jugement ne nous auroit pas fourni une idée
complète de motifs à insérer dans cette déclaration,
je me réfère à votre Sagesse pour ce qui pourroit y
manquer, et j'ai l'honneur d'être Sincèrement

Mon cher cousin

Bruxelles 20 juillet 1797

Votre très humble
et très obéissant Serviteur

J. J. Nolcke

Monsieur

BRUXELLES

Monsieur Champagne
juge de Paix du Canton de
de Tubize

D. Hebecq

Par Tubize

Les dits Religieuses habitantes de Rebecq
font dire par l'écrit, informées que
quelques malveillans emploient tous
les moyens imaginables pour faire
prononcer la suppression de l'hôpital
établi dans leur commune; croient
en devoir bien négocier pour empêcher
l'effet de ces complots tentatives,
et pour conserver ce bon et
étallement précieux que la cupidité
cherche à leur enlever: en conséquence
ils déclarent que de tous immémorial
cet hôpital a toujours été consacré
au soulagement de l'humanité
souffrante qu'il se trouve deux
salles garnies chacune de trois lits
qui ont toujours été continuellement
occupés par des Malades de tout
âge ou par des personnes atteintes
d'infirmités de nature à les
retenir dans un état de Maladie
continue, tels que des apoplex-
tiques et autres infirmités, que
de tout temps les Religieuses ont
toujours donné elles-mêmes à ces
Malades tous les soins que l'on
pourrait en désirer, et en outre
ont de leur parfaite connoissance
que leur bienfaisance ne se laissent
pas aux Malades admis à
l'hôpital, mais qu'elle s'étendait
sur tous les malheureux et les
infirmités de la commune que
l'indigence et la médiocrité
de leurs revenus leur empêchoit
de soigner.

ou induire

^ aucune personne ne s'en
s'occupe plus.

et qui ont aussi toujours profité
de cet hôpital, qu'on
s'en y demeurer de tout temps
sans s'en aller, donc, le
local d'ailleurs

Exigé par la loi du 16 vendémiaire

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon

Muzelles le 2 Thermidor 5^e année
L'adon fait au dept de la dyle
au commissaire près L'adon M^{le} de Tubise.
Citoyen.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 190

Depuis plus de six mois, nous ne faisons, mais inutilement,
des presser votre administration de nous faire connaître
si il existe dans son arrondissement une ou plusieurs
hospices destinés aux malades, orphelins, veillardes,
et dans ce cas, si elle est conforme à la loi du 16
vendémiaire dernier et a nommé la Commission de
ses membres, qui, aux termes de cette loi, doit
avoir l'administration des biens de ces hospices.
Nous ne savons à quoi attribuer son silence sur
un objet qui intéresse aussi particulièrement
l'humanité et nous sommes très fondés à nous en
plaindre. Votre administration, si elle ne
peut plus différer à satisfaire aux demandes que
nous lui avons faites, il faut espérer que la loi
recevra son exécution dans toute l'étendue de ce
département.

placé auprès d'elle pour assurer cette exécution,
nous comptons après sur votre zèle et votre exactitude,
pour croire que vous ne souffrirez pas que notre
correspondance soit plus longtemps dans l'oubli.
Nous vous invitons à lui faire au vu de la
présente le réquisitoire nécessaire et à nous mander
de votre côté si il existe ou non des hospices ou
fondations, de l'espèce de ceux dont nous avons

par l'en commençant. nous comptons sur
une prompt réponse Salut et fraternité.

Gen. Van Nestracten pdr
Marischal, Langrenhorn,
Renj. J. Paradis re

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Regnon No 71 191.
Exigé par la loi du 18 vendémiaire
L'administration Municipale du Canton de La Roche
va la lettre de l'administration Centrale de deux Courant
du présente renvoyé les lettres antérieures à ces
égard considérant qu'il est de la plus grande urgen-
ce de faire connaître à l'Etat en ce Canton des
hospices destinés aux Malades orphelins vieillards
de et de nommer une Commission de cinq membres pour
administrer les biens des ces hospices et en même
temps pour former le Bureau de bienfaisance qui
sera chargé de la direction de ce qui concerne
les pauvres comme il est plus amplement détaillé
en la lettre de l'administration Centrale de cette Munici-
pale du 24 nivôse dernier Citant la loi du 18
vendémiaire et du 8 frimaire ci ci relatives considérant
qu'il existe en ce Canton un hôpital fort ancien
qui a servira jusqu'à présent pour les pauvres
femmes malades et les vieillards administrés par
des religieuses hospitalières. Et sur la Commission
de ce bureau tout haut lequel le Département
a remis de cette Municipalité des renseignements
qui lui en ont prouvé l'existence et qu'on pourra
en avoir prouvé avec précision et le fait pour
la lettre de différents particuliers qui jurent à
Cœur dudit hôpital ou il est dit en passant

de jurer sans tarder l'Hôpital de Fribourg en laissant aux
 Administrateurs hospitaliers de Fribourg considérant que les fonctions
 de cette Commission sont gratuites et exigent conséquemment
 des hommes avertis en même temps qu'intelligents économistes
 et animés des sentiments d'humanité qui le Commissionnaire des
 Directeurs Spéciaux arrête pour notification à l'Administration
 Centrale du Département de l'hôpital en ce qui concerne et de la
 nomination qui va suivre, Et tout de cette nature contenant
 le présent arrêté et le Régistrement qui le prendra lui
 sera envoyé au plus tôt authentique par le Président et
 le Secrétaire. Sont nommés membres de la Commission tant
 pour l'hôpital que pour les pauvres Eugène Joseph Hippema-
 tier Dominikus Tubize, Alexandre Théodore Ziegler et
 Hugues Joseph Champagnat Dominikus de Fribourg, Charles
 Joseph Clement fils de Jean Baptiste Dominikus de
 -bas, Severin Maria Dominikus de Fribourg les présentes nominations
 servira d'acte d'installation des nommés qui entreront
 immédiatement en fonction et auront cet effet au double
 de cet arrêté

Egalité Fraternité Liberté

1342
 1777

Bruxelles le 24 nivôse 5^e année Républicaine L'Adminis-
 tration Centrale du Département de la Dyle

À la Municipalité du Canton de Tubize

Citoyens

Nous vous rappelons les dispositions de la loi du 18

20 juillet 1777

Copie

Bruxelles le 2 thermidor an 5^e année

L'Administration Générale du Département de la Dyle.
au Commissaire près L'ad^e M^{le} de l'Église
Citoyens.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 191

Depuis plus de six mois, nous ne cessons mais inutilement
de presser votre administration de nous faire connaître si l
notre dans notre arrondissement, un ou plusieurs hospices
destinés aux malades, orphelins, vieillards &c. Et nous en
cas, si elle s'est conformée à la loi du 16 vendémiaire
dernier et a nommé la Commission de cinq Membres qui
aux termes de cette loi doit avoir l'administration des biens
de ces hospices nous ne savons à quoi attribuer son silence
sur un objet qui intéresse aussi particulièrement l'hu-
manité. Et nous sommes très fâchés & nous en plaignons
votre administration. Citoyen, ne peut plus différer à
satisfaire aux demandes que nous lui avons faites, il
faut enfin que la loi, dicte son exécution de suite
étendue de ce département.

Il est auprès d'elle pour espérer cette exécution
nous comptons sur votre zèle et votre
exactitude pour croire que vous ne souffrirez pas que
votre Corps pondant si utile plus longtemps dans l'oubli
nous vous invitons à lui faire au vu de la
présente le réquisitoire nécessaire et nous mander

Individuelle, qui en maintenant les hospices civils dans la jouissance de leurs biens, vous en donnez la surveillance immédiate et veut que pour vous soulager des détails, vous confiez cette administration à une Commission des Cinq Membres, il est également important d'exécuter la loi du 7 février 1821 sur les établissements de bienfaisance art. 1er qui les hospices civils d'un nombre sont les tables des pauvres de l'Aspirant 8^{me} et de la revue sont des biens pour les pauvres en général et sont employés pour diverses institutions. L'affaire des Cinq Membres pour fournir un Bureau de bienfaisance et chargé de diriger les travaux, que vous leur prescrivez et de faire la répartition des secours. Ces fonctions sont gratuites et vous sentez qu'elles exigent des hommes intelligents, dévoués et animés. En témoignage d'humanité vous devez vous dépenser d'en faire le choix.

La loi ne défend pas de nommer les mêmes Membres pour la Commission des hospices civils et pour le Bureau de bienfaisance et peut être dans votre Canton il y auroient des personnes assez à tout le travail, mais il faut que votre assemblée de nomination en fasse mention de part et d'autre que vous fassiez bien sentir que les Comptes ne doivent jamais être confondus nous vous invitons à vous faire connaître le plus tôt possible le résultat de vos opérations et les mises en action de deux lois.

Salut et fraternité

Les administrateurs du Département de la Dyle Signés par
J. Chapel L^{re} Dorondevan, J. G. et Battueller S. Cornille

Leur Copie conforme donnée L^{re} D.
Damas agit pour la Dyle et terre.

Copie

Procès verbal de l'Assemblée en fonctions d'administration de l'Hôpital
des Jeûneurs (Cantons de Tobique et de paucres dudit Canton d'Argovis) par
Joseph parmentier à Tobique, à la messe y hignat et
Théodore Joseph Champagne, domiciliés à Tobique et de Joseph
Seymour Wadin, à l'abbaye de Saint Charles, Joseph Clement
domiciliés à l'abbaye de Saint Thérèse au Cury.

Courpion d'au
ant, 1797

1797

Regis Jean Joseph parmentier, à la messe y hignat
Théodore Joseph Champagne et Seymour Wadin, nommés Inspecteurs
des Français de la Communauté de Saint Thérèse au Cury, admi-
nistrateurs de l'Hôpital des Jeûneurs et des paucres du Canton de Tobique
par arrêté de l'administration municipale dudit Canton, du dix
Thermidor courant et invités, se sont réunis, par lettres
de Commisaires de Direction, près l'adite Administration du 12 au
laquelle est jointe au Double dudit arrêté, et se sont réunis
aujourd'hui à dix heures du matin chez le premier nommé
pour se conférer sur les gestions et les affaires
de l'Assemblée ensemble aux jours, lieux et effectifs
rappelés.

Le président de la Municipalité Antoine Joseph Godard, les
Commisaires de Direction L. J. M. M. les agents Laras
et le Secrétaire L. J. M. M. sont présents et déclarent
unanimement d'accepter les fonctions aux quelles ils sont ap-
pellés se réservant cependant de nommer ou de deman-
der des auxiliaires pour la direction des affaires des
pauvres.

Entrant en fonctions, ils prennent la résolution de nommer
et nomment pour l'administration de l'Hôpital des Jeûneurs et pour
le logement la nourriture et autres choses nécessaires des

à l'Assemblée
et l'Assemblée

Religieuses hospitalières qui de tous ensemble ont con-
tinué à administrer les secours aux pauvres femmes Malades
y réunies en ce moment en nombre de quatre avoir administré
aux Marie du Pothier, Jeanne Daudet et Marie Joseph, le Gabriel
Petronille Callaert veuve de Jacques d'après pour son infirmité
et Malade âgée de quatre vingt quatre ans d'ancienneté depuis
longue années à Liège et Jeanne Joseph de très nature
et habitude de veuve l'âge d'environ cinquante ans, par
un des infirmes actuellement Malade
de prenant en outre la résolution de continuer les soins
par M. de la Chapelle pour Chirurgien, Commis et
à devant dudit hôpital faisant la recette des biens et revenus
dudit hôpital qui l'assiste que que par
rapport à ce qui concerne les pauvres Boites d'autres fondes-
tions de bienfaisance du Cantons et prenant la résolution
d'inviter les agents de chaque Commune à leur faire connaître
l'état des revenus de leurs pauvres respectifs lesquels des
seuils, si comme en Médecin, Chirurgien et les frais que
cela occasionne, comme aussi à leur de leur les choses qui
pourront à poster ou arriver dans la forme de distribuer ces
admission les secours et à faire les distributions ordinaires
et ordonnées particulières comme ont fait jusqu'à pré-
sent et comme les faisait ci avant les Maîtres et Maîtres avec
leurs frères qui étant dans le cas de le venir fréquemment dans
les maisons de leurs paroisses sont comme de Comités
mieux que beaucoup d'autres les respectés d'anciens.

Je termine les premiers devoirs par des ordres d'envoyer
un double à l'administration Municipale de Canton de Laibach
et au Comptable de Douleur près d'elles.

1^{er} août 1791
Tait à Laibach le quatorze thermidor an 5. Stient Signé
E. J. Larmentier A. J. Ghignot E. J. Clement S. Wadien
J. J. Champagne

Les administrateurs du l'hôpital de Laibach
et des pauvres de Canton de Laibach du 15 thermidor an 5
se produisent de la part des habitants de Laibach un acte des
de ces mois en plusieurs d'exp. sur l'existence de l'hôpital
de Laibach et les choses y administrées.

Les administrateurs prennent les résolutions d'envoyer cet
acte à l'administration Municipale de Canton de Laibach
pour par elle être transmis à l'administration fédérale
avec un extrait de cette séance.

Les administrateurs réfléchissant qu'il convient
de nommer un d'exp. pour faire les fonctions de Secré-
taire, on se bon vent pour signer et authentifier les
pièces à envoyer, et à ces Département soit au Canton
soit ailleurs nomment pour ce... et ont signé les
Joseph Champagne

2nd août 1791
Tait à Laibach le quinze thermidor an 5. Stient
Signé E. J. Larmentier A. J. Ghignot E. J. Clement
S. Wadien J. J. Champagne.
Ces administrateurs de l'hôpital de

Laibach

Rebecq et des sœurs de l'abbaye de St. Thérèse à 5 heures
audir l'hôpital le quinze thermidor au cinq dix heures de l'après-midi
les administrateurs parmentier Ghermet Champagne Clement
et moi, se trouvant à l'hôpital pour y placer et faire ad-
mettre l'écrouille Collet et deux de Jacques de Sijm par son
vieux et malade et jeune Joseph Detry par sa fille
nature et habitante du village de Virginal les trois en ques-
= sion des sœurs âgées de 50 à 60 ans, infirmes et malades et
nommés hier pour aller audir l'hôpital
les deux nommés y sont conduites, celles de Virginal sur
un chariot.

Les administrateurs ayant vu les deux femmes parvenues
la résolution d'appeler le Médecin ordinaire de l'hôpital
Charles alexandre piatte pour les visiter et leur fournir les
remèdes ou médicaments nécessaires en vertu des ordres requis
= tats ou prient les Religieuses hospitalières qui ont toujours
administré administré les secours nécessaires aux pauvres
= mes Malades qui entrent et sont à l'hôpital des Continues ces
secours aux quatre qui y étoient avant les deux nommées
et de les fournir elle ci sur le pied ordinaire les reli-
gieuses hospitalières de Rebecq déclarent qu'elles feront tout
ce que les administrateurs exigent et pourront exiger
pour les de l'écrouille et de l'écrouille aux femmes aux femmes
malades.

Le Médecin Charles alexandre piatte établi à Rebecq
ayant vu les deux femmes arrivées nouvellement à l'hôpital
atteste qu'elles sont recevables ainsi que les quatre
autres

Cotés qui y sont d'avant.

Il faut signer C. A. B. et C. D.

Les cinq administrateurs considérant qu'il est convenable
et même nécessaire qu'un d'eux préside et convoque leurs
assemblées, que le premier d'eux Eugène Jean Joseph parvau-
-tier est nommé à ce

signé par le président de visiter tout l'hôpital et de donner
acte de son état, les administrateurs font la visite propre
et trouvent que l'hôpital est le propre que le docteur a vu
tous les bâtiments qui y conviennent et assure pour tout
ce fait, séparés et indépendants de la maison Cour-
-telle des hospitalières

Après paraillement de prendre information de l'état
des bois et des gardes les administrateurs s'en informant
et apprenant que l'hôpital possède trois bois par le-
quel, les gardes de ces deux premières sont Jacques
Hubert, Denis Vantestagen quant au 3^e nommé des
signés, continuant environ cinq journaux et n'y
a pas de garde jusqu'à présent, mais les habitants
étaient dans le cas d'en nommer un savoir nicolas Du-
-bois et suivant les administrateurs admettent Jacques
Hubert pour garde du bois dit du laque Denis Van-
-testagen pour garde du bois dit les polles et pour garde
du troisième bois Nicolas Du bois le nommé l'adminis-
trateur Eugène Joseph Champagne nommé Secrétaire
des le Commission aura fait d'acceptation
des gardes

Copie

20000

Les gardes et leur delivrer un double de
leur us ni nation.

Un double de cette somme et de celles pruden-
tées envoyées a l'administration Municipale du Canton
de Yabiz pour par elle être transmis a l'Administra-
-tion Centrale Paris Double sera envoyée aux
Religieuses hospitalières.

Fait a l'Hopital de Neberg

Le quinze Thermidor an 5^{me}

Noté et signé E. J. J. Parmentier et F. J. J. J. J.

C. J. Clemente. Mad. J. J. Champagne.

Copie Bourses et autres fondations de bienfaisance

Les administrateurs de l'Hopital de Neberg
et des pauvres du Canton de Yabiz

Q. L'administration Municipale dudit Canton

Et au Commissaire du Directoire Executif aupres d'elle
Neberg le 15 Thermidor an 5^{me}

22 août 1797

Citoyens.

Conformement a votre arrêté du dix courant par lequel
vous avez composé de nous la Commission des cinq Mem-
bres ordonnés par les lois françaises du 16 mai dernier
Et de

74⁶ 226
1798

Il est l'ultimaire dernier
Nous vous annonçons par la présente Commission l'avis
d'ya auant de vous voir a votre séance d hier qu'on vous
donnera l'avis en fonctions et vous exposerons les double
authentiques des trois séances que nous avons tenues
et aujour d'hui et des pieces y relatives, et vous in-
vitant a les faire passer a l'administration Centrale
et a lui faire observer les principaux points de fon-
ction en nos séances notamment l'état de l'hospice
et des dettes qui le concernent, qu'il y a une
cose particuliere pour l'hospice, que la maison qui
a toujours été l'hospice n'a jamais porté d'autres
nom que celui d'hospice, vous invitent au surplus
a tenir note a votre registre des séances que l'agent
adjoint de Neberg Jean Joseph Leborg s'est rendu a
votre séance d hier en tems qu'on y lisait votre arrêt
arrêté et qu'il en est parti sans Critique ni protester
a l'encontre de l'arrêté a la séance et sans annon-
cer son départ.

Est ainsi Expedié par le Secrétaire Champagne
Le 15 Thermidor an cinq.
Estant Signés L. J. J. Parmentier Sec. J. J. J. J. J.
C. P. Clement

Les Impieus habitans de Sely et de Soggon contendoit de
revenir que quelques malheureux Impieus trouvoient moyen
de leur faire parvenir la suppression de l'Impieté. Mais dans
les premiers, Croient au contraire à en augmenter pour Impieus
baptisés les Copistes tentatives pour faire de leur Impieté
et de leur premier que le Copiste l'aurait leur l'œuvre.

copie Du 12 Thermidor An 5^e

Citoyen

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon No 193

Je vous joins copie de l'arrêté de
la Municipalité de Tubize du 30 prairial
par lequel vous êtes nommé à l'administration
des Aides de l'hôpital de Tubize ainsi
que des Aides de l'infanterie. Etant très
urgents que vous sachiez en fonction l'autre
arrêté je dois, ainsi que la Municipalité
en faire rapport au département, je vous
invite Citoyen, à vous assembler le
14 de ce mois ou mardi 30 août à 10
heures du matin chez le premier nommé
de vous pour vous concerter sur vos gestions
futures et les commencer

Salut et Fraternité
P. J. Mince

à Eff: Parmentier à Tubize
30 juillet 1797.

Copie

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecca Rognon Nov 1994.

ne
t
c
t
b
a
f
c
n
y
f
y
c
e
s
s
s

Le Président de la Municipalité Antoine
Joseph Godreau, Le Commissaire du District
J. F. Minne, les agents de l'Etat, de France
Et le Secrétaire Manning sont présents,
ils déclarent unanimement d'accepter les
fonctions auxquelles ils sont appelés,
se réservant cependant de se nommer ou

de demander des auditeurs pour la direction
des affaires des Sœurs.

Entrant en fonctions, ils prennent la résolution de
nommer et nomment pour entrer à l'hôpital
M. Rebecq et y recueillir le logement les nouvelles
Et autres sœurs nécessaires, des religieuses hôpita-
lières qui de temps immémorial ont constamment
administré les sœurs aux pauvres femmes
malades, y recueilli en ce moment en nombre
de quatre, savoir Edouard Miot, Anne
Marie Dupuchet, Jeanne Beaudet et Marie
Joseph Gabrielle, Estienne Catherine Vau-
de Jacques de Meffre, pauvre veuve infirme et
malade, âgée de quatre-vingt quatre ans,
demeurant depuis longues années à Rebecq
Et Jeanne Joseph de Repartite et habitants de
Verginval, âgée d'environ soixante ans, pauvre
et infirme actuellement malade.
Ils prennent en outre la résolution de
continuer Ce S. Pierre par Médicin, J. B. Dug
pour Chirurgien, comme ils l'ont été pendant
tout l'hôpital lui-même la rétro de S. Denis et
S. Remus dudit hôpital à qui l'a faite jusqu'à
présent, S. Vincent et S. Martin pour les
Sœurs.

Venant à ce qui concerne les Sœurs Sœurs
Et autres fondation de bienfaisance du fait de
ils prennent la résolution d'inviter les agents de
Chaque Communauté à leur faire connaître l'état
des revenus de leurs Sœurs respectifs, la qualité
des Sœurs, et comme en Médecin, Chirurgien
Et les frais que cela occasionne, comme aussi
à leur signaler les abus qui pourraient exister
ou arriver dans la forme de distribuer ou
d'administrer les Voeux et à faire

Arch
Rebe

Substitutions ordinaires et ordonnances particulières
comme ils l'ont fait jusqu'à présent, et comme
ils le font encore ci-dessus les Maires et Echevins
Six lieux oués qui sont dans le cas de le recueillir
fréquemment dans les maisons de leurs Successeurs,
sont à même de connaître mieux que beaucoup
d'autres les besoins de chacun.

ils Tournent une première séance pour
Résoudre l'indépendance de l'Administration
municipale du Canton de Tubize et au prompt
du Directeur auprès d'elle.

1^{er} août 1797.

Fait à Tubize le quatorze Thermidor An 5
Et ont signé J. J. Larmentier et J. Girard
Officiers, Waden J. J. Champagne.

Séance des administrateurs de l'Hôpital
de Rebecq et des Sœurs du Canton de
Tubize du 15 Thermidor An 5.
Le produit de la vente d'un habitant de Rebecq
un acte du 29. 3^e 1796

de la mise de plusieurs d'entre eux à l'assistance
de l'Hôpital de Rebecq et les sœurs y
administrés

Les Administrateurs prennent la résolution
d'envoyer cet acte à l'Administration municipale
du Canton de Tubize pour par elle être
transmis à l'Administration centrale,
avec un extrait de cette séance.

Les administrateurs réfléchissant qu'il convient
de nommer un d'entre eux pour faire les fonctions
de Secrétaire, on se l'est fait pour signer et
authentifier les procès et rendre, soit au

2 août 1797.

Exemplément soit au Canton, soit ailleurs
nommément pour ce cas. Les signés huguenot, J. P. Huguenot
soit à l'hôtel de la 15 Thermidor au cinq
Lignes signés Off. Lamentier, et J. P. Huguenot
et Lamentier Huguenot J. P. Huguenot.

Ordonnance des administrateurs de
l'hôpital de Rebecq et des Sœurs de Canton
de la 15 Thermidor au cinq tenues audit hôpital.
Le quinze Thermidor au cinq à dix heures
du matin, les administrateurs Lamentier
Huguenot, Champagne, Clement et Wadin, se
sont rendus à l'hôpital, pour y placer et faire
admettre Petronille Lallacq, veuve de J. P. Huguenot
de Rebecq, pauvre, vieille et malade et femme
Joseph de Rebecq, pauvre, fille malade et habitante
du village de Rebecq, en réponse de l'ordonnance
du 30 à 35 ans, infirme et malade, sa soeur
surnommée bien pour aller audit hôpital.
Les deux nommées y sont conduites, celle de Rebecq
sur une chaise.

Les administrateurs ayant vu les deux femmes,
prennent la résolution d'appeler le Médecin
ordinaire de l'hôpital Charles Alexandre Buis
pour les visiter et lui fournir les remèdes ou
médicaments nécessaires. En même temps ils requièrent
ou prient les Religieuses hospitalières qui ont
toujours administré les sœurs nécessaires aux
pauvres femmes malades qui ont été et sont
à l'hôpital de continuer de secourir ces deux
qui y étaient avant les deux nommées et de
lui fournir à celle-ci sur le pied ordinaire.

Charte des Religieuses
Augustines
Rognon No 194

Les Religieuses hospitalières de Reberg desirant
qu'elles fassent tout ce que les administrateurs
exigent et pourront exiger d'elles pour les
soulager la delivrer des femmes malades

Le Medecin Charles Alexandre Brette
Etabli à Reberg ayant vu les deux femmes
arrivées nouvellement à l'hôpital, atteste
qu'elles sont vieillies, ainsi que les autres
autres qui y sont d'avant.

Charles Brette C. A. Brette medec

Les cinq administrateurs Considerant
qu'il est continuable, et même nécessaire qu'un
des pères et quelques autres assemblées,
diffèrent que le premier d'entre eux, Eugene Jean
Joseph Larmontier est nommé par eux

Requis par les habitants de Reberg tout l'hôpital
et de donner acte de son état, les administrateurs
font la suite proposée et trouvent que l'hôpital
est propre et décent avec tous les batimens qui
y contiennent et a une cour tout à fait séparée
et indépendante de la maison Conventuelle des
Hospitalières.

Requis pareillement de prendre information de
l'état des Boies et des gardes, les Administrateurs
s'en informant et apprennent que l'hôpital
possède trois Boies sur Reberg, les gardes
des deux premières sont Jacques Hablard, Denis
Wastelagen: quant au 3^e nommé le bois
du Biquedart, contenant environ cinq journaux,
il n'y a que de garde jusqu'à présent, mais
les Religieuses doivent dans le cas d'en nommer
un; savoir Nicolas Mbois le traitant

La administration admettant Jacques Kuhlmann
pour garde du Bois dit de Rebuy. Denis
Wasthacker pour garde du Bois dit de Spolie
et pour garde du troisième Bois Nicolas
Dubois. ils nomment l'administration Jacques
Joseph Champagne nommé directeur de
la commission sur la pelle d'adaptation
des gardes et lui adresse un double de leur
nomination.

Un double de cette séance et de celles précédentes
sera envoyé à l'administration municipale du
Canton de Tubize, pour par elle être transmis
à l'Administration Centrale. ... Lequel double
sera envoyé aux Religieuses Hospitalières.
Fait à l'hôpital de Rebuy.

Lequinté Thermidor an cinq.

Doivent signer J. J. Surmontier et J. J. Chiquet
C. J. Clement. A. Wudin J. J. Champagne

Copie

Bourses et autres fondations de Bienfaisance
et administration de l'hôpital de Rebug
et des pauvres du Canton de Tubize

L'administration municipale du dit Canton
et au commissaire du district ecclésiastique auprès
d'elle Rebug le 15 Thermidor an 5^e

2 août 1797.

Citoyens

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon Nov 1795.

Conformément à votre arrêté du dix courant
par lequel vous avez composé de nous, la
commission de cinq membres ordonnée
par les lois françaises du 16 Vendémiaire et du
7 Frimaire dernier.

7. 4^{ème} 1796
et 27. 9^{ème} 1796.

Nous vous annonçons par la présente, comme
nous l'avons déjà annoncé de votre côté à votre
séance d'hier que nous sommes entrés en
fonction et vous envoyons les doubles authentiques
des lois françaises que nous avons tenues hier
et aujourd'hui et des pièces y relatives, vous
intendant à les faire passer à l'administration
centrale et à lui faire observer les principaux
points du contenu en nos séances notamment
l'état de l'hôpital et des Bâtiments qui le
composent, qu'il y a une sous-particulière pour
l'hôpital, que la maison qui a toujours été l'hôpital
n'a jamais porté d'autre nom que celui d'hôpital;
vous intendant au surplus à tenir note à votre
registre des séances que l'agent adjuant de
Rebug Jean Joseph Lebaug s'est rendu à
votre séance d'hier en tant qu'on y étoit
votre Intendant et qu'il étoit parti sans
critiquer ni protester à l'encontre comme sans

Le 13 Thermidor un ling

Étienne Liguier J. J. Larmantier - A. J. Guiguet
 B. J. Clement J. Bladin J. Champagny

Mme Comtesse de Drouin
actuellement près L'Administration
Municipale du Canton de Fribourg
aux Religieuses Hospitalières de
Rebecq.

Du 12. Thermidor an 3^e.

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Regnon No 192.

Religieuses Hospitalières.

Je vous informe que, conformément à la Loi du 6. Frimaire
an 5^e relative aux Hospices et d'après les lettres
prévenant reçues de L'Administration centrale,
La Municipalité près laquelle je siège, a porté
Le Prix du Louage, L'arrêté dont je vous joins
Copie pour que vous ne puissiez L'ignorer; par
lequel, après avoir attesté L'existence de votre
Hôpital, elle a nommé une Commission de cinq Membres
pour en administrer les revenus. Les cinq Membres
sont, Eugene-Jean-Joseph Parmentier de Fribourg,
Alexandre Théodore Gignat et Hugues Joseph Cham-
pagne domiciliés à Rebecq, Charles Joseph
Clement ne et résident à La case de La Grande Aubrey
à Saint et Séverin Madin établi à illud, aux Religieuses
ou reconnaître lesquels vous devrez vous
conformer p. l'Hôpital. Salut et Fraternité

La Commission est convoquée à demain

à 10 heures du matin chez parmentier p. l'Hôpital. P. J. Monre
Moulin à la nomination de 2. femmes p. l'Hôpital.

Copie De La requête representée par La Communie
De Rebecq

Les Souffrants Habitans De Rebecq Canton De Lubère infirmités
qui quoyqu'il maladeant employent tout les moies imaginables
pour faire prononcer La Supplication De L'Hopital Valli
Dant Leur Communie puisse ne deoir rien s'engager
pour empêcher L'effet De cel coupable tentativité pour
concedre tout luy et habillément preneur que La
Capacité. cherché de Leur l'ulcer en l'oudegru de est
De l'arant que de leur monemoral cel Hopital a l'oudegru
de l'oudegru ou l'oudegru de L'Hospitalité l'oudegru
qu'il s'y trouve deux l'oudegru chacun de l'oudegru
celle qui ont l'oudegru s'oudegru occupés par des
malades de tout age ou poudes poudes accablés de
infirmités de nature a Les l'oudegru dans un l'oudegru
de maladie ou l'oudegru l'oudegru qui de tout leur
Les l'oudegru est l'oudegru donne l'oudegru a cel
malades tout l'oudegru qui L'on poudes l'oudegru
quelque poudes de L'on l'oudegru poudes qu'en outre
l'oudegru de Leur par l'oudegru l'oudegru que Leur
l'oudegru de l'oudegru pas aux malades aduis
a L'Hopital mais qu'elle s'y l'oudegru. Par Les
malheureux et Les infirmes. De La Communie
qui ont. ainsi. toujours poudes des poudes de
cel Hopital. quoyqu'il l'oudegru de l'oudegru de l'oudegru
d'ailleurs de La l'oudegru de Leur l'oudegru
l'oudegru de L'Hopital. de l'oudegru transporter
poudes l'oudegru que Les deux l'oudegru qui s'y
l'oudegru. Pour l'oudegru, a L'oudegru de l'oudegru
et l'oudegru a La l'oudegru. qui est grand chemin
poudes par l'oudegru poudes de l'oudegru qui s'y
l'oudegru. l'oudegru. une l'oudegru au l'oudegru aux l'oudegru
de L'art. 20. De La Loi Du 15 l'oudegru l'oudegru.

Les Souffrants ajoutent qu'ils ont tout le
général et l'oudegru la l'oudegru. L'oudegru de l'oudegru
l'oudegru a La l'oudegru de cel Hopital. qui L'on ne
peut l'oudegru de l'oudegru l'oudegru l'oudegru l'oudegru
l'oudegru. de l'oudegru poudes l'oudegru d'oudegru l'oudegru
l'oudegru l'oudegru l'oudegru malades ou infirmes et qu'il
n'y a l'oudegru l'oudegru de l'oudegru qui est de l'oudegru

même fondes à L'exception (contenu) a L'acte
20. De La Loi qui a été faite De l'Etat La fin a
L'exception De La suppression
aussi fait a Rebecq le 2 août 1777
213 signés: Sont signés &

Les Antiquités habitans de Rebecq et Rognon,
 fonton de Subite, & infirmités que quelques
 Docteurs ont employé tous les moyens
 imaginables pour faire provision de l'hygiène
 de l'hôpital établi dans leur commune, et qui
 ne doivent être négligés pour empêcher l'effet
 des cas contagieux tentatives, pour conserver l'hygiène
 de cet établissement, prudence que la Société
 cherche à leur faire : en conséquence de laquelle
 que de l'enceinte immémoriale est l'hôpital, et toujours
 été consacré au soulagement de l'humanité
 souffrante, qu'il s'y trouve deux salles, où se
 trouvent de tous ceux qui ont toujours été constam-
 ment occupés par des maladies de tout âge, ou par
 des personnes atteintes d'infirmités de nature
 à les retenir dans un état de maladie ou d'infirmité
 continue, que de tout temps les Religieuses
 ont toujours donné elles-mêmes à ces malades
 tous les soins, que l'on pourroit en désirer, puisque
 personne ne s'en est jamais plaint, qu'en
 outre il est de leur parfaite connaissance que
 leur bienfaisance sur le bon état, par ces malades
 admises à l'hôpital, mais qu'elle s'étend
 sur les malheureux et les infirmes de la
 commune qui ont aussi toujours profité
 des secours de cet hôpital, quoique sans y
 demeurer le local d'ailleurs, et la modestie
 de leurs revenus empêchent les Hospitaliers
 d'en faire transporter plus de 100 (plus-elles,
 que les deux salles qui s'y trouvent sont
 situées à l'extrémité du Bâtim. et
 communiquant à la rue ou au grand chemin
 public par une porte particulière de terre
 qui s'y trouve vraiment une issue au dehors
 autorisée de l'art 20 de la loi du 3 Fructidor

[illegible]

[illegible]

en souffrant habitants de Rebecq-Rognon
 Canton de Vully infirmes qui quelques malades
 employent tous les moyens imaginables pour faire
 prononcer la suppression de l'hôpital établi dans
 leur commune, croient ne devoir rien négliger
 pour empêcher l'effet de ces coupables tentatives
 pour fonder l'établissement d'un établissement pieux
 que la cupidité cherche à leur enlever, conséquemment
 ils déclarent que de temps immémorial l'hôpital a
 toujours été conduit au soulagement des humilités
 souffrantes, qu'il s'y trouve une Sœur Gardienne
 de trois Sœurs qui ont toujours été constamment occupées
 par des malades de tout âge en par des Sœurs
 auxiliaires d'infirmes de Malade à la suite d'une
 un état de Maladie ou l'absence continuelle, Mes
 que de tout temps les Religieuses ont toujours servi
 elles-mêmes à ces malades tous les soins, que
 l'on pourroit en désirer, puisque personne n'en est
 jamais plaint, qu'en outre, il est de leur parfaite
 connaissance que leur Bienfaisance ne se bornoit
 pas aux malades tous les soins, que l'on pourroit
 en désirer, puisque personne ne s'en est jamais
 plaint, qu'en outre, il est de leur parfaite connaissance
 que leur Bienfaisance ne se bornoit pas aux Malades
 admis à l'hôpital, mais qu'elle s'étendait sur
 les Malheureux et les infirmes de la commune
 qui ont aussi toujours profité des Secours de cet
 hôpital, quoique sans y demeurer, le tout d'ailleurs
 et la médiocrité de leur revenu empêchoit les
 hospitaliers d'en faire transporter plus de six
 (sur elle que les deux Sœurs qui s'y trouvaient)

sont situés à l'extrémité du Bâtiment A
 communicant à la Rue au Grand Chemin
 Public par une porte particulière de telle qu'elle
 s'élève à l'air libre au dessus du
 Niveau de l'art 20 de la loi du 16 Thermidor
 Les Souscriptions ajoutent qu'ils ont tous en général
 le même. En particulier l'intérêt le plus vif
 à la fondation de cet hôpital que l'on ne peut
 sans la plus indigne mauvaise foi douter un
 instant de son utilité, puisqu'on ne s'attendait
 il y a quelques années pas à en infirmer
 à ce qu'il n'existe aucun établissement de ce genre
 qui ait des droits mieux fondés à l'exception
 contenue à l'art 20 de la loi que l'on s'attend
 de citer. En fin de l'exception de la suppression
 Dint. fait à Reims le 16 Thermidor

Sont signés Jeanne Baptiste Hoffmann, P. Dubois
 Jean Joseph A. Chénier, L. Spéron, P. Lecomte
 P. D. Dubois, Maximilien Dubois par une femme
 Nicolas Joseph Fontaine, par une femme, Nicolas
 Dubois Joseph Leducq, Jean Joseph Anthoine;
 P. Wilmers, Vincentin Marie, Christian Dubois
 Jean Baptiste Lecomte par une femme, Dubois
 R. Champagne, A. Giquet, J. Dubois, Paul
 Joseph Lecomte par une femme, Elisabeth de Lecomte
 par une femme, Louis J. Lecomte, Adrien Lecomte
 A. Lecomte, P. Lecomte, N. Lecomte, Lecomte
 Lecomte, G. Lecomte, J. Lecomte, P. Lecomte, Lecomte.

J^B Duncart, G. Boudin, G^g Duncart
 J^B Duncart, J^B Cheron, J^B Duncart, ambroise
 J^B Cheron, J^B Permann, Maurin Demerch
 par une croix, Paul Dopter-Lunger,
 Antoine Buisson, Pierre Joseph Buisson
 par une croix, Adrien Joseph Buisson
 François Philippe Jacquet, C. Adol. Roy
 Eschouetray par une croix, L. Tiquet, Dominic
 Marin par une croix, Charles Dudin par
 une croix, Roy Marin, André Sentin
 Nicolas Joseph Marin par une croix,
 Joseph Gabriel par une croix, André de Ma
 Quintin Joseph Brancart par une croix
 Robt. Minn, Martin J. Baudin par une
 croix, Théodore J. Brancart J^B Willot
 Charles Drenard, J^B Lefebvre, J^B Radet,
 J^B Corbiller La Roche, B. Antoine Bauduin
 par une croix, Francis Lucant Lemaire par une
 croix, Francis Lucant Lemaire par une croix
 J^B Ghilmot, Catherine Joseph Ghilmot Veste
 de Francis Ghilmot, Henri Lefebvre par
 une croix, Martin Lefebvre par une croix,
 André Lefebvre par une croix, Denis Vastelager
 par une croix, J^B Boisdunghin de Pothet Nicolas
 Trans Sentin par une croix, Léopold Sentin

Archives des Religieuses
 Augustines
 Rebecq-Rognon No 199.

par une croix, François Sautin par une
croix la veuve de François Decroix, Philémon
par une croix, Jacques Demaret par une croix,
Pble Desfontaine par une croix, Jacques Trullier,
Michel Demare par une croix. J. Lestart, par
Demard par une croix la veuve de Jean Jos
lemoine par une croix, Thérèse May Veuve de
Trans curé par une croix, Nicolas Létourneau
par une croix, Pierre Maguel, J. Lestart, Simon
J. Lestart, la veuve Claude Bruneau par une croix,
Crotine Landuyt, André Desaypher, Joseph Guillet
par une croix, J. Lestart, Gérard Van Montaubert
Clement, Petronille Lefevre Née de Jean Guillet,
J. Lestart, Nicolas Trullier par une croix, Alphonse
J. Lestart, Beaumart P. Lestart, J. Lestart, Anselme
Nicolas Lardoux, Pierre Lardoux, Nicolas
Dudot par une croix J. Lestart, Lestart
de Jean Demare par une croix, M. Renier,
J. Lestart, Adam Quarel, François Epilain
par une croix, Thérèse de Nye, par une croix
J. Lestart, Gne Taminiau par une croix
Jacques Taminiau par une croix, Lucile Lestart
par une croix, Jean Taminiau par une croix,
Pierre Taminiau par une croix Gne Lestart
par une croix, Michel Lestart, Nicolas Taminiau

par une croix fleur de Pble. Gabriel par une
 croix, Guillel de hanches par une croix, Charles
 Bourde, J. J. Lardenoire, Guillaume Joseph
 Ladoille, B. Ladoille, Louis J. Marsille
 Jacques Joseph Marsille, Joseph Merce
 par une croix, Pierre Jos. Merce par une
 croix, Off: Van Bellinghem, J. C. Marsille,
 M. H. Marsille, Veuve de Jean Francois de la Haye,
 Michel J. Marins, J. Deablet, J. D. Sup, Jean
 Francois Lumont, J. D. Sup, J. J. Sup, J. H. Kott
 Jean Deloy par une croix, Martin Cotelier
 par une croix, Martin Deloy par une croix,
 Jean Piquy par une croix, N. J. Bandy,
 Joseph Thesier, Philippe Joseph Lellat par une
 croix, Jean Baptiste Pollet, A. L. Andre Pollet
 J. Libert, G. D. Marsille, Jean Bapt. de la Haye,
 Constant Joseph Daisipont, J. J. J. une croix,
 M. J. Marsille, Emanuel Stroobas par une
 croix, Louis Joseph Vancaenenbroeck, Adrien
 J. Delbrande, Martin Nicolas Delot par une
 croix, Henri G. Hermans par une croix,
 Mathieu Marsille, Pierre Joseph Terrode,
 Jean Louis Guillier J. D. Guillier, J. Lardenoire
 Jean Philip Monlier par une croix, J. Lardenoire

Deputé par une croix, Henri De Duby
par une croix, Pierre François Dourlet
N. Cheron, J. Cheron, Louis Joseph Dourlet
Laurent Solray, J. D. Dourlet, Denot Solray
Constant Solray, F. Cullus, J. Duochet, P. Mie
Martin Delsanne, L. D. Dourlet, B. Dourlet
J. Soumillon, Nicolas Solray, André Oudet
par une croix, Etienne Joseph Dubou, J. Bartholomé
N. Bartholomé, J. D. Dourlet par une croix,
J. C. Dourlet, Pierre Joseph Dourlet, J. Terafor,
Charles Duffene, L. Bartholomé, N. Vanderpellen
Pier, N. Vanderpellen fils, J. D. Gigny, J. P.
Bartholomé, J. D. Dourlet, Pierre D. Gigny,
L. Solray, N. G. Degroot, D. Clement, J. Martin,
M. J. Truquier.

copie

Mme. Lecomte
Du Directeur Général près la
Municipalité du Canton de Thibault

Quelques membres composent l'Admini-
stration Centrale du Département
de la Dyle, Archives
Augustines
Rebecq-Rognon No 200.

Du 16 Thermidor An Cinq.

Citoyens Administrateurs,

En suite de votre lettre du deux de ce mois, je
me suis empressé à requérir les Président et
Organe Municipaux de se réunir sur les hospices
et Etablissements de bienfaisance du Canton et sur
la nomination d'une Commission de cinq membres
pour les administrer: ils m'ont d'abord obéi,
qu'il était de leur parfaite connaissance, tant
parce qu'ils vous ont écrit qu'autrement qu'il y a
un hôpital fort ancien à Rebecq, ayant toutes
les maladies et entée au dehors qui a toujours
servi pour des pauvres femmes malades et été
administré par des Religieuses hospitalières
auxquelles vous avez suppléé provisoirement
l'administration de bienfaisance par arrêté
du 18 Floral dernier. Cette observation faite,
ils ont porté, le dix Thermidor dernier
un arrêté attestant encore l'existence de
cet hôpital et ont nommé pour en administrer
les revenus ensemble pour les pauvres et autres
Etablissements de bienfaisance, une Commission
composée de cinq membres qui sont Joseph
Joseph Lecomte de Thibault, Alphonse

Theodore Giquet, Jacques Joseph Champagne,
de Rebecq, Charles Joseph Clement de Sablon,
Et L'écuyer Wadin d'Élu, les quels après
s'Étre donné pour Président, Eugén Jean
Joseph Larmontier premier sous nommé d'eux.
Et pour Secrétaire C^{te} Champagne, ont
nommé deux personnes femmes malades pour
Entrer comme elles sont catées hier au
hôpital outre les autres qui y sont d'atant
Et ont résolu de demander à tous les Seigneurs,
l'État de leurs tables des Seigneurs et autres
Établissements de Bienfaisances, comme plus
Amplement par les procès verbaux de leurs
Seances auxquelles j'ai intervenu, où
l'État du Hôpital est certifié tel qu'il
l'ai reconnu par moi même être réellement.

La Commission de Suivre parvenir à l'adminis-
tration du Canton, la quelle vous les transmettra
sans délai, les doubles de leurs procès verbaux
Et des pièces y relatives

Salut et Respect
Et signé J^{te} Minner.

Les cinq membres composant
La Commission établie par l'ad-
ministration municipale du
Canton de tubize en vertu
des Lois des Seize et sept
frimaire an 52 pour l'hôpi-
tal de Rebecq, les pauvres, Dou-
ses et autres fondations de bien-
faisance de ce Canton

A Ladite administration
municipale et au Commissaire
du Directoire Exécutif au-
près d'Elle

Rebecq le 16 Thermidor an 52

Citoiens !

Conformément à votre arrêté
du dix Thermidor courant par
lequel, vous avez composé de nous,
La Commission de cinq membres
ordonnés par les Lois françaises
du 16 Vendémiaire et du 7
frimaire dernier

Nous vous annonçons par la
présente

Archives des Religieuses
Augustines
Rebecq-Rognon Nov 198.

présente, comme nous l'avons
déjà annoncé de vive voix
à votre séance du 14, que
nous sommes entrés en fonctions
et vous envoions les doubles
authentiques des trois séances
que nous avons tenues hier
avant hier et aujourd'hui et des pièces
y relatives, dont il appert
que nous avons nommé pour
président, Eugène Jean-Joseph
Larmentier de Tubize et
pour secrétaire Charles-Joseph
Champagne de Rebecq, vous
invitant à les faire passer
à l'administration centrale
et à lui faire observer les
principaux points du contenu
en nos séances, notamment
à l'état de l'hôpital et des
bâtimens, qui le composent,
la circonstance, qu'il y a une
cour particulière pour l'ho-
pital, que la maison qui a
toujours été hôpital, n'a
jamais porté d'autre nom
que celui d'hôpital; vous
invitant au surplus à tenir
note à votre Régistre aux
séances, que l'agent, adoint
de Rebecq Jean-Joseph Le

Dacq
D

